

N° 1091

N° 581

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958
QUINZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2017-2018

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 19 juin 2018

Enregistré à la Présidence du Sénat le 19 juin 2018

RAPPORT

FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE ⁽¹⁾ CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE
SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI *relatif à la
programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses
dispositions intéressant la défense,*

PAR M. Jean-Jacques BRIDEY,
Rapporteur,
Député

PAR M. Christian CAMBON,
Rapporteur,
Sénateur

(1) Cette commission est composée de : M. Cédric Perrin, sénateur, président ; M. Philippe Chalumeau, député, vice-président ; M. Christian Cambon, sénateur, M. Jean-Jacques Bridey, député, rapporteurs.

Membres titulaires : MM. Pascal Allizard, Olivier Cigolotti, Mme Hélène Conway-Mouret, MM. Jean-Marc Todeschini, Raymond Vall, sénateurs ; Mmes Aude Bono-Vandorme, Sereine Mauborgne, MM. Charles de la Verpillière, Patrice Verchère, Fabien Lainé, députés.

Membres suppléants : MM. Philippe Bonnacarrère, Dominique de Legge, Philippe Paul, Ladislas Poniatowski, Mme Christine Prunaud, MM. Yannick Vaugrenard, Richard Yung, sénateurs ; Mme Yaël Braun-Pivet, MM. Fabien Gouttefarde, Jean-Michel Jacques, Loïc Kervran, Olivier Becht, Joaquim Pueyo, députés.

Voir les numéros :

Sénat : Première lecture : 383, 472, 473, 476, 477 et T.A. 110 (2017-2018)
Commission mixte paritaire : 582 (2017-2018)

Assemblée nationale (15^{ème} législ.) : Première lecture : 659, 732, 761, 762, 765 et T.A. 104

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
TRAVAUX DE LA COMMISSION	5
TABLEAU COMPARATIF	21

TRAVAUX DE LA COMMISSION

Mesdames, Messieurs,

Conformément au deuxième alinéa de l'article 45 de la Constitution et à la demande du Premier ministre, une commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense s'est réunie au Sénat le 19 juin 2018.

M. Christian Cambon, sénateur, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat. – Je remercie M. Jean-Jacques Bridey, président de la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, pour le travail particulièrement fécond de nos deux commissions. Nous répondons ainsi à une forte attente de nos armées. À l'issue de cette commission mixte paritaire, nous pouvons espérer que vingt années d'éreintement successif s'achèveront, nos forces armées retrouveront le modèle dont elles ont besoin pour faire face à leurs missions et au rôle particulier que la France, membre permanent du conseil de sécurité des Nations unies, tient dans le monde. Notre première pensée va à nos soldats qui portent notre drapeau sous toutes les latitudes et combattent pour la paix. À travers cette loi de programmation militaire (LPM), le Gouvernement a fait son devoir : il leur donne les moyens d'accomplir leur mission. Nous ne pouvons que saluer la remontée des crédits et des effectifs.

Pour le Parlement, faire son devoir, c'était soutenir cette loi de programmation militaire et l'enrichir par ses amendements. Les travaux préparatoires furent importants, et le rythme des auditions fut très soutenu à l'Assemblée nationale comme au Sénat.

Un président de commission mixte paritaire ne pouvant cumuler cette fonction avec celle de rapporteur, je vous propose donc de céder ma place à M. Cédric Perrin, sénateur, vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat.

M. Jean-Jacques Bridey, président de la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale. – Je propose M. Philippe Chalumeau, député, pour être vice-président.

La commission mixte paritaire procède à la désignation de son bureau, qui est ainsi constitué : M. Cédric Perrin, sénateur, président, M. Philippe Chalumeau, député, vice-président, M. Christian Cambon, sénateur, rapporteur pour le Sénat, M. Jean-Jacques Bridey, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale.

M. Cédric Perrin, sénateur, président. – Je vous rappelle que la commission mixte paritaire étant en fin « d’entonnoir » législatif, nous ne pouvons évoquer de sujet nouveau. Nos rapporteurs nous proposent un accord, paquet équilibré et global que je vous propose d’envisager comme un tout indissociable.

M. Jean-Jacques Bridey, député, rapporteur pour l’Assemblée nationale. – L’Assemblée débat depuis fort longtemps de ce projet de loi de programmation militaire : il a été déposé en Conseil des ministres le 7 février 2018, nous avons réalisé nos auditions du 8 février au 8 mars, avant l’adoption en séance publique le 27 mars 2018.

Lorsque j’ai présenté ce texte devant la commission et en séance publique, j’ai souhaité qu’il recueille la plus large majorité possible pour montrer à nos armées que la représentation nationale les soutenait, et qu’elle revenait ainsi sur vingt ans de reculades sur le budget et les ressources humaines des armées – nous en avons connu ces dernières années. Les députés ont enrichi le projet de loi autour de deux logiques principales : sécuriser budgétairement le texte et améliorer les conditions de vie des soldats et de leur famille - c’est un texte « à hauteur d’homme ».

À la différence des précédentes lois de programmation militaire, les ressources prévues sont uniquement budgétaires. Nous avons voulu conforter ces crédits budgétaires, en adoptant à l’unanimité, dès le débat en commission, dans le rapport annexé de la LPM, au titre de l’article 2, que l’article 17 de la loi de programmation des finances publiques ne s’applique pas à la mission budgétaire « Défense », en raison des difficultés d’exécution. Le Gouvernement ne s’y est pas opposé.

Je souligne les bonnes relations avec le Gouvernement et le cabinet de la ministre des armées, Mme Florence Parly, qui permettront de conforter l’esprit de la loi et son exécution.

Les armées sont avant tout des femmes et des hommes. Au-delà de la livraison de matériel de qualité le plus rapidement possible, ils ont besoin des meilleures conditions humaines pour exercer leur métier. Nous avons travaillé en dialogue constant avec le Gouvernement et obtenu des avancées sur la condition des militaires, leurs droits, ceux des réservistes, les reconversions. À l’Assemblée nationale, nous avons pu bénéficier de la présence de la ministre tout au long de l’examen du texte en commission, et de l’adoption d’amendements provenant de tous les groupes politiques. Ce dialogue a été très constructif. Le texte a été adopté à une large majorité à l’Assemblée nationale, ainsi qu’au Sénat. J’espère que nous parviendrons à un accord global.

M. Christian Cambon, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Je salue le travail de l’Assemblée nationale, qui a apporté de nombreuses améliorations, reprises par les sénateurs. Nous avons réalisé un travail constructif, au-delà des différentes sensibilités politiques, en faveur des

armées. Nous avons adopté la même approche : sauvegarder les moyens budgétaires et faire en sorte que le contrôle parlementaire puisse s'exercer dans de bonnes conditions. Une loi de programmation est une loi d'intention, or les intentions sont bonnes. Mais le calendrier nous pose problème : deux tiers des investissements seront réalisés sur le dernier tiers calendaire. Le Parlement devra donc vérifier à chaque loi de finances que cette LPM ne soit pas une vaine parole - nous en avons eu l'expérience précédemment. Les armées attendent. Il y a urgence. Nous aiderons la ministre à tenir ses propres engagements.

Pour sécuriser les ressources de la programmation, le Sénat a adopté des clauses de « sauvegarde » très importantes. Une clause « SNU » prévoit que le service national universel (SNU), qui devrait coûter de un à trois milliards d'euros par an, n'obère pas les moyens financiers de la LPM, au risque sinon de l'affaiblir. L'article 3 prévoit l'étanchéité entre la programmation militaire et le financement du futur SNU, et l'article 5 protège les emplois et les infrastructures de la défense par rapport au SNU. La ministre s'est publiquement engagée en ce sens lors des débats au Sénat.

Une clause « carburants », qui vise à compenser l'évolution des cours du pétrole, prévoit une augmentation des ressources en cas de hausse des cours du pétrole ; la LPM a été bâtie sur un cours du baril de 60 dollars, il est actuellement de 72 dollars, et les inquiétudes perdurent, en raison des risques au Moyen-Orient. Cela pourrait coûter plus de 100 millions d'euros chaque année au budget des armées...

Nous avons introduit deux clauses « OPEX » (opérations extérieures) : hors circonstances exceptionnelles, le ministère des armées verra sa contribution au surcoût résiduel des OPEX limitée à sa part dans le budget général, afin de ne pas grever la LPM. Sera prise en compte dans ce surcoût l'usure accélérée des matériels. La provision OPEX est fixée à 1,1 milliard d'euros, mais ce surcoût pourrait atteindre 1,2 à 1,3 milliard d'euros, voire plus. En cas de circonstances exceptionnelles, il est vraisemblable qu'un collectif budgétaire serait en tout état de cause nécessaire pour augmenter cette provision.

L'application trop zélée du code des marchés publics et de l'instruction 1516 freine l'intégration de l'innovation dans les forces armées. Le Sénat a renforcé l'agilité des processus d'achat, à l'article 26, en permettant l'extension des marchés de gré à gré pour faciliter l'intégration de l'innovation, au bénéfice des forces armées ; ce sera une impulsion supplémentaire pour le chantier lancé par la ministre de réforme de la Direction générale de l'armement (DGA) visant à une « boucle courte » pour intégrer l'innovation.

Le Sénat a œuvré pour une meilleure reconnaissance des mérites des pilotes de drones. L'irruption des nouvelles technologies nécessite que soient

mieux reconnus les mérites de ceux qui travaillent aussi hors du champ de bataille.

Sur l'axe « à hauteur d'homme », le Sénat a adopté des dispositions pour les logements des militaires. La décote Duflot frappe les ventes des immeubles publics pour favoriser le logement social. Nous avons souhaité établir un lien entre la décote Duflot et le nombre de logements sociaux attribués à nos militaires. Chacun se souvient que l'îlot Saint-Germain, estimé 85 millions d'euros, a été vendu 29 millions d'euros seulement, soit une importante perte pour nos armées, qui n'ont pas non plus pu y bénéficier d'un quota satisfaisant de logements. Le Sénat souhaite empêcher l'application de la décote Duflot dans les zones tendues, sauf le cas où les logements seraient destinés aux militaires. Le Sénat a aussi prévu à l'article 3 un retour intégral au ministère de la défense des recettes de cessions immobilières, soit 500 millions d'euros sur la période.

Nous avons également prévu, à la demande d'Hélène Conway-Mouret, que les femmes militaires enceintes pourraient disposer à partir de 2022 d'un uniforme adapté à leur condition ; nous avons insisté sur la nécessité de protéger les militaires contre les traumatismes sonores, et sur la gravité des blessures psychiques. Nous avons prôné la diversification des modes de garde d'enfants proposés aux militaires, notamment avec des horaires atypiques. Nous avons voulu renforcer le volet « à hauteur d'homme », pour que les militaires aient aussi une vie familiale normale.

À la demande des sénateurs représentant les Français de l'étranger, nous avons ouvert le service militaire volontaire aux Français de l'étranger, et ouvert la réflexion pour son extension future, sans peser toutefois sur les ressources de la loi de programmation militaire.

Nous avons permis aux gendarmes de mener des missions en haute mer, et consolidé nos pré-positionnements, à Djibouti notamment, à la demande de notre collègue Philippe Paul.

Nous avons renforcé nos capacités de contrôle parlementaire de l'exécution de la programmation en obtenant du Gouvernement un « point de contrôle » en 2021 pour la trajectoire des équipements, équipement par équipement, de même que pour la trajectoire des crédits d'études amont.

Pour développer la réserve, le Sénat aura introduit une nouveauté : le don de jours de congé, en entreprise, en faveur d'un réserviste. Cela favorisera le développement de la réserve, élément de plus en plus important pour nos armées. Le Sénat aura mieux concilié impératifs des réservistes et des entreprises, à l'article 10 *bis*.

Le Sénat a amélioré les conditions du transfert du contentieux des pensions militaires d'invalidité qui mettait le monde associatif en ébullition. Nous avons trouvé des solutions intermédiaires. Nous avons mieux pris en compte la réalité des intercommunalités pour les militaires d'active qui veulent se présenter aux élections municipales.

La liste est encore longue, et je voudrais remercier l'ensemble de mes collègues sénateurs qui ont chacun apporté leur pierre à un édifice que nous avons construit ensemble. Le compromis que nous vous proposons avec Jean-Jacques Bridey me paraît très satisfaisant. Ce sera un signal très fort envoyé aux armées, et cela aidera la ministre à mettre en œuvre la programmation, car Bercy sera toujours tenté de reprendre ce que le Gouvernement aura accordé. Rien ne serait pire que de décevoir.

Je salue la présence de Mme Yaël Braun-Pivet, présidente de la commission des lois, ainsi que de la délégation parlementaire au renseignement. Le Sénat a consenti à transférer dans le rapport annexé les dispositions relatives au renforcement des pouvoirs de la délégation parlementaire au renseignement. L'amendement que le président Philippe Bas et moi-même avons proposé au Sénat ne visait évidemment pas à interférer avec les activités des services de renseignement, dont nous mesurons bien le caractère à la fois sensible et risqué. Le contrôle parlementaire ne vise pas à créer une insécurité pour les agents. Mais, à l'exemple de ce qui est fait en Italie, en Allemagne ou au Royaume-Uni – où le renseignement est contrôlé par des organismes privés !- le Parlement doit être mieux informé. La LPM prévoit 4,6 milliards d'euros supplémentaires au titre du renseignement et 1 600 postes supplémentaires ! Un contrôle sur de pareilles dépenses n'est pas anormal ! Nous sommes donc convenus de mentionner dans le rapport annexé, à l'article 2, la nécessité de renforcer le contrôle parlementaire sur les activités de renseignement, et l'engagement du Gouvernement de proposer une future loi sur le renseignement d'ici 2020, associant le Parlement et prévoyant un renforcement du contrôle parlementaire – ne portant pas, naturellement, sur les opérations en cours -. Nous y travaillerons avec la présidente de la délégation, sous l'autorité des deux présidents des commissions des lois. Dans une ère de transparence généralisée, les services de renseignement doivent à la fois faire l'objet d'un contrôle renforcé mais aussi conserver la sécurité et la tranquillité nécessaire à des activités aussi sensibles.

Le Président de la République souhaite promulguer ce texte avant le 14 juillet.

M. Philippe Chalumeau, député, vice-président de la commission mixte paritaire. – Nous allons conclure l'examen d'un texte décisif pour nos armées, qui protègent avec courage nos concitoyens et remplissent, au risque de leur vie, les missions que la France leur a confiées. L'essentiel est déjà là. Je salue les échanges constructifs et fructueux avec la ministre et le Sénat. Notre travail en amont illustre notre volonté sincère d'avancer pour que nos soldats disposent à nouveau des moyens indispensables et attendus à la hauteur de leur engagement. Si nos armées ont su se réformer, agir avec efficacité et tenir parfaitement leur rang, elles ont été soumises à une pression qui ne peut plus durer. Grâce à notre mobilisation, la LPM y met fin résolument. La France doit intervenir et vaincre partout où elle est menacée

et où la situation internationale l'impose. En 2025, nous devrions franchir le cap des 2% du PIB consacrés à la défense. Avec l'audace de ce budget et la sincérisation de celui de nos OPEX à hauteur de 1,1 milliard d'euros à partir de 2020, nous pouvons nous féliciter de cet acte fort, inédit, pour un engagement durable et soutenable de nos armées.

La LPM accorde aussi une attention inédite aux hommes et aux armées, avec le renouvellement des capacités opérationnelles pour préparer l'avenir. Elle choisit l'autonomie stratégique de la France, avec des moyens accrus pour le renseignement et la cyberdéfense, elle ouvre la voie à une modernisation des armées, plus innovantes, et à la redynamisation de nos programmes d'armement, afin d'avoir un modèle d'armée complet et équilibré, capable de garantir notre excellence et notre efficacité pour faire face à toutes les nouvelles menaces et dans tous les espaces. La LPM nous en offre les moyens. J'ai confiance en notre détermination collective et en l'efficacité de nos armées pour y parvenir.

Mme Hélène Conway-Mouret, sénatrice. - Mon groupe politique a été heureux de participer activement à l'amélioration du texte. Nous avons enrichi en particulier le volet social, pour améliorer la vie quotidienne des militaires et faire de la LPM une loi à hauteur d'homme - et de femme ! Nous avons aussi sécurisé les ressources et les équipements pour la sécurité des soldats protégeant nos territoires. Nous avons travaillé en toute transparence, dans un dialogue permanent. Cela nous a permis de répondre au plus près aux besoins des armées.

M. Jean-Marc Todeschini, sénateur. - C'est notre motivation principale !

Mme Hélène Conway-Mouret, sénatrice. - Je salue la volonté de la ministre et des députés de rechercher un consensus. J'espère que le résultat sera tout à notre honneur.

M. Charles de la Verpillière, député. - Le groupe des députés Les Républicains salue le travail réalisé, mais nous nous sommes abstenus lors du vote en première lecture. Certes, la LPM comprend des avancées positives, comme l'arrêt de la dégradation de nos armées, la remontée des effectifs, l'amélioration des conditions de vie des militaires, la consolidation des capacités opérationnelles et l'anticipation de la nécessaire modernisation des équipements. Néanmoins, au vu de la programmation financière elle-même, nous critiquons que l'effort financier soit réalisé sur la deuxième marche - 2023-2025, et non sur la période 2019-2022. Nous n'avons jamais réussi à obtenir la méthode de calcul des crédits devant constituer 2% du PIB : cela inclut-il les crédits relatifs aux pensions, ou s'agit-il des seuls crédits de la mission « Défense », dans une vision plus exigeante ?

Nous sommes également très attentifs à la sanctuarisation des moyens budgétaires de la LPM ; l'amendement du président de la commission excluant la mission « Défense » du champ de l'article 17 de la loi

de programmation des finances publiques était bienvenu. Nous avons demandé que le financement des OPEX soit amélioré. Nous serons attentifs aux rédactions de compromis proposées.

M. Fabien Lainé, député. – Le groupe Mouvement démocrate et apparentés se réjouit du consensus. Nous étions nombreux à nous être engagés, avec des députés La République en Marche et de l’opposition. En passant par la Haute Assemblée, le texte a bénéficié d’améliorations intéressantes, dont beaucoup avaient été demandées par notre groupe, comme la réserve, le détail des investissements, ou les droits électifs. C’est un texte de progrès, historique, qui remet de l’épaisseur organique dans nos trois armées, avec un programme d’investissement ambitieux.

Nous serons attentifs à l’avenir de la DGA – les marchés publics sont un sujet très sensible – et au contrôle parlementaire sur les services de renseignement. Il reste encore des progrès à faire dans notre démocratie moderne et mature. Nous nous inscrivons avec enthousiasme dans ce compromis au service de nos armées et de notre défense. Nous sommes très favorables à ce texte.

La commission procède ensuite à l’examen des dispositions restant en discussion.

M. Cédric Perrin, sénateur, président. – Je rappelle que seuls peuvent prendre part au vote M. Jean-Jacques Bridey, Mme Aude Bono-Vandorme, M. Philippe Chalumeau, Mme Sereine Mauborgne, MM. Charles de la Verpillière, Patrice Verchère et Fabien Lainé, députés ; et MM. Christian Cambon, Pascal Allizard, Cédric Perrin, Olivier Cigolotti, Mme Hélène Conway-Mouret, MM. Jean-Marc Todeschini et Richard Yung, sénateurs.

Article 1^{er}

L’article 1^{er} est adopté dans la rédaction du Sénat.

Article 2 (rapport annexé)

M. Christian Cambon, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Par souci de conciliation, le Sénat accepte de supprimer l’article 22 *ter* au bénéfice de l’introduction de dispositions dans le rapport annexé, à l’alinéa 71 : « La modernisation et l’accroissement des moyens des services de renseignement rendent nécessaire un renforcement du contrôle du Parlement sur l’action du Gouvernement en matière de renseignement et d’évaluation de la politique publique en ce domaine. Le Gouvernement travaillera en concertation avec la Délégation parlementaire au renseignement afin de proposer au Parlement, d’ici 2020, les voies et moyens de ce renforcement. » C’est une rédaction de compromis.

La proposition de rédaction est adoptée.

M. Christian Cambon, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Nous proposons une rédaction nouvelle de la fin de l’alinéa 154, pour qu’il soit

précisé que le renforcement du lien armée-Nation passe par la participation des jeunes à la fois à la réserve et à la garde nationale. La rédaction de compromis trouvée garde bien mention de la Garde nationale, mais en précisant mieux l'articulation entre garde nationale et réserves opérationnelles.

La proposition de rédaction est adoptée.

M. Christian Cambon, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Nous vous proposons une rédaction de compromis à l'alinéa 174, qui précise la rédaction du Sénat – à l'initiative de M. de Legge – sur l'acquisition des liasses. Elle vise à ne pas défavoriser l'État dans la négociation du prix de ces liasses produites par les industriels.

La proposition de rédaction est adoptée.

M. Christian Cambon, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Une proposition de rédaction se substituant à notre amendement « Val de Grâce » adopté au Sénat et modifiant l'alinéa 223, à la suite de la vente de l'îlot Saint-Germain : « Les efforts consentis pour adapter le parc de logement et satisfaire les besoins de logement seront renforcés, en particulier dans les zones tendues, notamment l'Île-de-France et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. ». Il y a actuellement des besoins criants de logements pour les militaires, accentués par l'opération Sentinelle. Il faut en tenir compte.

La proposition de rédaction est adoptée.

M. Christian Cambon, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Nous proposons une rédaction de compromis pour l'alinéa 224. Le Sénat avait précisé à l'article 36 que le taux d'invalidité était déterminé à la date du dépôt de la demande. Ce sujet, qui fait l'objet d'une jurisprudence constante du Conseil d'État, est extrêmement complexe. Un militaire tombé d'une échelle sur une base aérienne en France n'est pas dans la même situation que celui qui perd ses deux jambes à Gao durant l'opération Barkhane. Il faut accélérer le traitement des dossiers – ce qui se passe déjà, en pratique, pour les cas les plus dramatiques.

La proposition de rédaction est adoptée.

M. Christian Cambon, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Nous proposons de supprimer l'alinéa 227 du rapport annexé, en transférant son contenu à l'alinéa 232.

La proposition de suppression est adoptée.

M. Christian Cambon, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Nous proposons d'améliorer la rédaction de l'alinéa 232 du rapport annexé, en reprenant l'idée de renforcer la politique de lutte contre les discriminations, qui figurait à l'alinéa 227 et en mentionnant les cellules d'écoute (Écoute Défense et Thémis) auxquelles les victimes peuvent s'adresser.

La proposition de rédaction est adoptée.

M. Christian Cambon, sénateur, rapporteur pour le Sénat. - Le Sénat avait introduit à l'article 30 *ter*, à l'initiative de Cédric Perrin, une demande de rapport du Gouvernement sur les décorations aux militaires qui combattent sans être présents sur le champ de bataille - en particulier les pilotes de drones. La question des décorations relève du domaine réglementaire, mais il fallait faire évoluer les mentalités... Nous remplaçons la disposition introduite au Sénat par le rappel, dans le rapport annexé, que les mérites des pilotes de drones doivent être pris en compte, y compris par l'octroi de décorations. Nous proposons ainsi, pour l'alinéa 246 du rapport annexé, une rédaction de compromis.

La proposition de rédaction est adoptée.

M. Christian Cambon, sénateur, rapporteur pour le Sénat. - Notre proposition de compromis modifie l'alinéa 277 : il s'agit de soutenir le renforcement du rôle des réservistes en appui des forces d'active, sans mentionner une trop grande spécialisation des réservistes, qui pourrait être source de rigidité.

La proposition de rédaction est adoptée.

M. Christian Cambon, sénateur, rapporteur pour le Sénat. - Notre proposition de rédaction, à l'alinéa 288, reprend celle introduite à l'initiative de Mme Conway-Mouret pour soutenir le SMV. C'est un compromis.

La proposition de rédaction est adoptée.

M. Christian Cambon, sénateur, rapporteur pour le Sénat. - Notre proposition relative aux supplétifs de droit commun - par opposition aux supplétifs de droit local - est là encore une rédaction de compromis. Ils sont soixante-quatorze demandeurs. Le Gouvernement ne souhaite pas créer un dispositif susceptible de provoquer des demandes d'autres catégories : il s'est engagé en revanche auprès de moi à examiner individuellement chacun des dossiers. Tel est le sens des deux alinéas que nous vous proposons d'insérer après l'alinéa 288.

La proposition de rédaction est adoptée.

M. Christian Cambon, sénateur, rapporteur pour le Sénat. - La proposition suivante corrige une erreur matérielle à l'alinéa 359.

La proposition de rédaction est adoptée.

L'article 2 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.

Article 3

M. Jean-Jacques Bridey, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. - Notre proposition, à l'alinéa 5, est purement rédactionnelle.

La proposition de rédaction est adoptée.

L'article 3 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.

Article 4

M. Jean-Jacques Bridey, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. - Nous proposons à l'alinéa 3 de l'article une rédaction de compromis sur la limitation de la participation des armées au surcoût des OPEX.

M. Charles de Verpillière, député. - Je ne peux, au nom de mon groupe Les Républicains de l'Assemblée nationale, vous suivre car votre proposition vide de son sens la rédaction adoptée au Sénat. Que sont les « circonstances exceptionnelles » ici mentionnées ? Les pouvoirs exceptionnels du Président de la République, à l'article 16 de la Constitution, sont définis très précisément !

La proposition de rédaction est adoptée.

L'article 4 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.

Article 4 bis (nouveau)

L'article 4 bis est adopté sans modification dans la rédaction du Sénat.

Article 5

L'article 5 est adopté dans la rédaction du Sénat.

Article 6

L'article 6 est adopté dans la rédaction du Sénat.

Article 6 bis

M. Jean-Jacques Bridey, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. - Il s'agit de la coordination entre la loi de programmation militaire et l'article 17 de la loi de programmation des finances publiques. Nous proposons une rédaction de compromis.

Mme Hélène Conway-Mouret, sénatrice. - L'Assemblée nationale et le Sénat étaient en désaccord en 2017. Les députés avaient alors refusé l'exception pour le ministère de la défense, adoptée par le Sénat, exemptant le ministère des armées du mécanisme de l'article 17 de la loi de programmation des finances publiques sur la limitation des « restes à payer ». Pourquoi ont-ils changé d'avis ?

M. Jean-Jacques Bridey, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. - Nous avons, en loi de programmation des finances publiques, souligné le problème et annoncé vouloir le traiter par un amendement en loi de programmation militaire. J'étais personnellement intervenu en ce sens en séance publique. Les sénateurs avaient préféré modifier d'emblée l'article 17 de la loi de programmation des finances publiques, sans attendre la loi de programmation militaire. Les deux assemblées avaient une même ambition,

seules les modalités différaient. Nous retenons finalement celles de l'Assemblée nationale.

La proposition de rédaction est adoptée.

L'article 6 bis est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.

Article 6 ter

M. Jean-Jacques Bridey, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. - Nous proposons une harmonisation rédactionnelle.

La proposition de rédaction est adoptée.

L'article 6 ter est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.

Article 6 quater

M. Jean-Jacques Bridey, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. - Pour la remise du bilan d'exécution, nous proposons de revenir à l'échéance retenue par l'Assemblée nationale, avril, que le Sénat avait avancée à mars.

La proposition de rédaction est adoptée.

M. Jean-Jacques Bridey, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. - Notre seconde proposition est rédactionnelle.

La proposition de rédaction est adoptée et l'article 6 quater est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.

Article 6 quinquies

Article nouveau-supprimé, non transmis par le Sénat : suppression maintenue

Article 6 sexies (nouveau)

La proposition des rapporteurs, rédactionnelle, est adoptée et l'article 6 sexies est adoptée dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.

Article 8

L'article 8 est adopté dans la rédaction du Sénat.

Article 9 bis (nouveau)

L'article 9 bis est adopté sans modification dans la rédaction du Sénat.

Article 10 bis

L'article 10 bis est adopté dans la rédaction du Sénat.

Article 10 ter (nouveau)

L'article 10 ter est adopté sans modification dans la rédaction du Sénat.

Article 11

L'article 11 est adopté dans la rédaction du Sénat.

Article 11 bis A (nouveau)

L'article 10 bis est adopté sans modification dans la rédaction du Sénat.

Article 11 bis

La suppression de l'article 11 bis (supprimé par le Sénat) est maintenue.

Article 11 ter

M. Christian Cambon, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Notre proposition de rédaction réintroduit la présence d'un député et d'un sénateur au Conseil consultatif de la garde nationale, que la proposition de loi des présidents des deux assemblées relative aux organismes extraparlimentaires ne prévoit pas. Dans la discussion relative au service national universel, le Parlement doit avoir l'œil sur ce qui concerne la garde nationale. Le Sénat avait supprimé l'article, nous revenons à la rédaction de l'Assemblée nationale.

La proposition de rédaction est adoptée.

L'article 11 ter est rétabli dans la rédaction de l'Assemblée nationale.

Article 11 quater (nouveau)

L'article 11 quater est adopté sans modification dans la rédaction du Sénat.

Article 12 bis (nouveau)

L'article 12 bis est adopté sans modification dans la rédaction du Sénat.

Articles 14, 14 ter, 16 et 17

Les articles 14, 14 ter, 16 et 17 sont adoptés dans la rédaction du Sénat.

Article 18

M. Christian Cambon, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Nos rédactions de compromis sont les suivantes : Les militaires d'active élus conseillers municipaux sont autorisés à participer à la désignation de délégués au collège électoral appelé à élire les sénateurs, pas à être élus délégués eux-mêmes. Par ailleurs, ils pourront être élus dans les intercommunalités de moins de 25 000 habitants.

La proposition de rédaction est adoptée.

L'article 18 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.

Article 19

M. Jean-Jacques Bridey, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Il subsistait à cet article de légères différences de rédaction entre la version du Sénat et celle de l'Assemblée nationale. Nous vous proposons des rédactions de compromis et des corrections de légistique.

La proposition de rédaction est adoptée.

L'article 19 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.

Article 22

L'article 22 est adopté dans la rédaction du Sénat.

Article 22 bis A (nouveau)

L'article 22 bis A est adopté sans modification dans la rédaction du Sénat.

Article 22 ter (nouveau)

M. Jean-Jacques Bridey, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Nous proposons de supprimer l'article 22 *ter*, relatif à la délégation parlementaire au renseignement (DPR).

La proposition de suppression est adoptée.

L'article 22 ter est supprimé.

Article 24

L'article 24 est adopté dans la rédaction du Sénat.

Article 24 bis A

L'article 24 bis A est adopté dans la rédaction du Sénat.

Article 24 bis

L'article 24 bis est adopté dans la rédaction du Sénat.

Article 25

L'article 25 est adopté dans la rédaction du Sénat.

Article 26

L'article 26 est adopté dans la rédaction du Sénat.

Article 28

L'article 28 est adopté dans la rédaction du Sénat.

Article 28 bis (nouveau)

M. Christian Cambon, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Je ne reprendrai pas toute l'argumentation sur la décote Duflot ; simplement, cette proposition de rédaction, issue d'un compromis, vise à porter le plafond de logements réservés aux militaires de 10 % actuellement à 75 % dans les zones où le marché du logement est tendu, « si le ministère des armées le

souhaite ». Nous avons introduit cette dernière précision, de bon sens, à la demande du ministère, pour une raison évidente : si le ministère des armées décide de fermer définitivement une garnison, il ne faut pas obliger la municipalité rachetant ses propriétés à réserver 75 % de logements sociaux aux militaires qui seraient partis.

En revanche, dans les zones tendues, cette disposition sera très importante pour répondre à la crise du logement des militaires, notamment en Île-de-France et en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Mme Sereine Mauborgne, députée. – En tant qu'élue de cette région, je remercie le Sénat d'avoir introduit cette disposition.

La proposition de rédaction est adoptée.

L'article 28 bis est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.

Article 29

L'article 29 est adopté dans la rédaction du Sénat.

Article 30

M. Jean-Jacques Bridey, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Notre proposition de rédaction introduit à l'article 30 une coordination relative aux organismes extraparlimentaires.

La proposition de rédaction est adoptée.

L'article 30 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.

Article 30 bis (nouveau)

M. Jean-Jacques Bridey, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Nous proposons de supprimer l'article 30 bis, relatif aux supplétifs de statut civil de droit commun.

La proposition de suppression est adoptée.

Sur la proposition conjointe des rapporteurs, l'article 30 bis est supprimé.

Article 30 ter (nouveau)

M. Jean-Jacques Bridey, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Nous proposons de supprimer l'article 30 ter, puisque ses dispositions, relatives aux « médailles des pilotes de drones », ont été intégrées à l'article 2.

La proposition de suppression est adoptée.

Sur la proposition conjointe des rapporteurs, l'article 30 ter est supprimé.

Article 32

M. Christian Cambon, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – L'article 32 est relatif au contentieux des pensions militaires d'invalidité, que

le Gouvernement a décidé de transférer du tribunal des pensions à la juridiction administrative. Ce transfert nous a valu à tous beaucoup de courrier de la part d'associations de pensionnés, souhaitant conserver le bénéfice des particularités procédurales actuelles. Il était en effet possible, devant le tribunal des pensions, de se faire représenter par une personne de son choix, de demander le huis clos et de formuler des observations orales.

Nous vous invitons, au travers de cette proposition de rédaction de compromis, à transférer ces obligations aux tribunaux administratifs, tout en garantissant le maintien de certaines garanties de procédure.

M. Jean-Marc Todeschini, sénateur. – Je tiens à préciser que, comme l'a indiqué Mme la ministre, ce n'est pas le gouvernement précédent qui a demandé ce transfert.

La proposition de rédaction est adoptée.

L'article 32 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.

Article 35

L'article 35 est adopté dans la rédaction du Sénat.

Article 36

M. Jean-Jacques Bridey, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Il s'agit de supprimer le II de l'article 36, relatif à la date à laquelle doit être évaluée l'infirmité justifiant la demande de pension militaire d'invalidité.

La proposition de rédaction est adoptée.

L'article 36 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.

Article 36 bis (nouveau)

L'article 36 bis est adopté sans modification dans la rédaction du Sénat.

Article 37

L'article 37 est adopté dans la rédaction du Sénat.

Article 38 bis

L'article 38 bis est adopté dans la rédaction du Sénat.

Article 38 ter (nouveau)

L'article 38 ter est adopté sans modification dans la rédaction du Sénat.

Article 39

L'article 39 est adopté dans la rédaction du Sénat.

Article 42

M. Jean-Jacques Bridey, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Il s'agit de reprendre les modifications que l'on vient d'adopter pour les adapter à l'outre-mer. Vous pourrez vérifier !

La proposition de rédaction est adoptée.

L'article 42 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.

La commission mixte paritaire adopte le texte issu de ses délibérations.

Mme Yaël Braun-Pivet, députée, présidente de la commission des lois de l'Assemblée nationale, présidente de la délégation parlementaire au renseignement. – En tant que présidente de la délégation parlementaire au renseignement, je veux remercier les deux rapporteurs, qui, grâce aux compromis auxquels ils ont abouti, permettront à la délégation de travailler collectivement et sereinement au renforcement de ses pouvoirs ; la délégation a toujours souhaité que cela résulte d'une démarche conjointe. Je vous remercie donc particulièrement, messieurs les rapporteurs, de rendre possible cette réflexion conjointe entre le Sénat, l'Assemblée nationale et le Gouvernement, et qui aboutira dans les années à venir.

M. Cédric Perrin, président. – La commission mixte paritaire étant parvenue à un texte commun, la lecture de ses conclusions aura lieu, à l'Assemblée nationale, le 27 juin prochain, et, au Sénat, le 28 juin prochain.

M. Christian Cambon, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Le résultat de nos travaux est à la hauteur de nos ambitions. Je remercie nos collègues députés et en particulier le président Jean-Jacques Bridey.

M. Jean-Jacques Bridey, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Je vous remercie aussi, mon cher collègue. Notre travail n'était pas évident car les deux textes, tant de l'Assemblée nationale que du Sénat, présentaient de petits pièges susceptibles de provoquer des crispations. Nous avons réussi à les éviter, pour le bien général et pour le bien de nos armées. Je m'en félicite, ainsi que, je le sais, Mme la ministre. J'espère qu'une grande majorité de la représentation nationale sera favorable, les 27 et 28 juin prochains, à ce texte ambitieux pour nos armées et pour la sécurité de notre pays et de nos concitoyens.

* *

*

En conséquence, la commission mixte paritaire vous demande d'adopter le projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019-2025 dans le texte figurant dans le document annexé au présent rapport.

TABLEAU COMPARATIF

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

**Projet de loi relatif à la programmation
militaire pour les années 2019 à 2025 et
portant diverses dispositions intéressant
la défense**

**Projet de loi relatif à la programmation
militaire pour les années 2019 à 2025 et
portant diverses dispositions intéressant
la défense**

TITRE I^{ER}

**DISPOSITIONS RELATIVES AUX
OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE
DÉFENSE ET À LA PROGRAMMATION
FINANCIÈRE**

TITRE I^{ER}
**DISPOSITIONS RELATIVES AUX
OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE
DÉFENSE ET À LA PROGRAMMATION
FINANCIÈRE**

Article 1^{er}

Le présent titre fixe les objectifs de la politique de défense et la programmation financière qui lui est associée pour la période 2019-2025 ainsi que les conditions de leur contrôle par le Parlement.

Article 1^{er}

Le présent titre fixe les objectifs de la politique de défense et la programmation financière qui lui est associée pour la période 2019-2025 ainsi que les conditions de leur contrôle et de leur évaluation par le Parlement.

CHAPITRE I^{ER}

**Objectifs de la politique de défense et
programmation financière**

(Division et intitulé nouveaux)

CHAPITRE I^{ER}

**Objectifs de la politique de défense et
programmation financière**

Article 2

Est approuvé le rapport annexé à la présente loi, qui fixe les orientations relatives à la politique de défense et les moyens qui lui sont consacrés au cours de la période 2019-2025 en prenant en compte l'objectif de porter l'effort national de défense à hauteur de 2 % du produit intérieur brut au terme de cette période. Il précise les orientations en matière d'équipement des armées à l'horizon 2030, les traduit en besoins financiers jusqu'en 2025 et en ressources budgétaires jusqu'en 2023.

Article 2

Est approuvé le rapport annexé à la présente loi, qui fixe les orientations relatives à la politique de défense et les moyens qui lui sont consacrés au cours de la période 2019-2025 en prenant en compte l'objectif de porter l'effort national de défense à hauteur de 2 % du produit intérieur brut au terme de cette période. Il précise les orientations en matière d'équipement des armées à l'horizon 2030, les traduit en besoins financiers jusqu'en 2025 et en ressources budgétaires jusqu'en 2023.

Article 3

Conformément à la trajectoire de programmation militaire pour la période 2019-2025, les ressources budgétaires de la

Article 3

Conformément à la trajectoire de programmation militaire pour la période 2019-2025, les ressources budgétaires de la

①

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

mission « Défense », hors charges de pensions et à périmètre constant, évolueront comme suit entre 2019 et 2023 :

	(En milliards d'euros courants)					Total 2019-2023
	2019	2020	2021	2022	2023	
Crédits de paiement de la mission « Défense »	35,9	37,6	39,3	41,0	44,0	197,8

Les crédits budgétaires pour 2024 et 2025 seront précisés à la suite d'arbitrages complémentaires dans le cadre des actualisations prévues à l'article 6, prenant en compte la situation macroéconomique à la date de l'actualisation ainsi que l'objectif de porter l'effort national de défense à 2 % du produit intérieur brut en 2025.

Article 4

La provision annuelle au titre des opérations extérieures et des missions intérieures, qui ne comprend pas les crédits de masse salariale inscrits en loi de finances au titre des missions intérieures, évoluera comme suit :

(En millions d'euros courants)				
2019	2020	2021	2022	2023
850	1 100	1 100	1 100	1 100

En gestion, les surcoûts nets, hors titre 5, hors crédits de masse salariale inscrits en loi de finances au titre des missions intérieures et nets des remboursements des organisations internationales, non couverts par cette provision font l'objet d'un financement interministériel. Si

Texte adopté par le Sénat en première lecture

mission « Défense », hors charges de pensions et à périmètre constant, évolueront comme suit entre 2019 et 2023 :

	(En milliards d'euros courants)					Total 2019-2023
	2019	2020	2021	2022	2023	
Crédits de paiement de la mission « Défense »	35,9	37,6	39,3	41,0	44,0	197,8

Les crédits budgétaires pour 2024 et 2025 seront précisés à la suite d'arbitrages complémentaires dans le cadre des actualisations prévues à l'article 6, prenant en compte la situation macroéconomique à la date de l'actualisation ainsi que l'objectif de porter l'effort national de défense à 2 % du produit intérieur brut en 2025.

Ces ressources ne comprennent pas l'éventuel financement d'un service national universel : celui-ci aura un financement *ad hoc* qui ne viendra en rien impacter la loi de programmation militaire.

Ces crédits budgétaires seront complétés, sur la durée de la programmation, par un retour de l'intégralité du produit des cessions immobilières du ministère ainsi que des redevances domaniales ou des loyers provenant des concessions ou autorisations de toute nature consenties sur les biens immobiliers affectés au ministère.

Article 4

La provision annuelle au titre des opérations extérieures et des missions intérieures, qui ne comprend pas les crédits de masse salariale inscrits en loi de finances au titre des missions intérieures, évoluera comme suit :

(En millions d'euros courants)				
2019	2020	2021	2022	2023
850	1 100	1 100	1 100	1 100

En gestion, les surcoûts nets, hors crédits de masse salariale inscrits en loi de finances au titre des missions intérieures et nets des remboursements des organisations internationales, non couverts par cette provision font l'objet d'un financement interministériel.

②

③

④

⑤

①

②

③

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

le montant des surcoûts nets ainsi défini est inférieur à la provision, l'excédent constaté est maintenu au profit du budget des armées.

Les opérations extérieures et les missions intérieures en cours font chaque année, au plus tard le 30 juin, l'objet d'une information au Parlement. À ce titre, le Gouvernement communique aux commissions permanentes compétentes de l'Assemblée nationale et du Sénat un bilan opérationnel et financier relatif à ces opérations extérieures et missions intérieures.

Article 5

L'augmentation nette des effectifs du ministère des armées s'effectuera **comme suit** :

(En équivalents temps plein)

	2022	2023	Total 2019-2023	2024	2025
Augmentation nette des effectifs	450	1 500	3 000	1 500	

~~Ces évolutions d'effectifs ne concernent que les emplois financés par les crédits de personnel du ministère des armées. Les effectifs du ministère des armées s'élèveront ainsi à 271 936 équivalents temps plein en 2023 et à 274 936 équivalents temps plein en 2025.~~

Texte adopté par le Sénat en première lecture

La participation de la mission « Défense » à ce financement interministériel ne peut excéder la proportion qu'elle représente dans le budget général de l'État. Si le montant des surcoûts nets ainsi défini est inférieur à la provision, l'excédent constaté est maintenu au profit du budget des armées.

Les opérations extérieures et les missions intérieures en cours font chaque année, au plus tard le 30 juin, l'objet d'une information au Parlement. À ce titre, le Gouvernement communique aux commissions permanentes compétentes de l'Assemblée nationale et du Sénat un bilan opérationnel et financier relatif à ces opérations extérieures et missions intérieures.

Article 4 bis (nouveau)

En cas de hausse du prix constaté des carburants opérationnels, la mission « Défense » bénéficiera de mesures financières de gestion et, si la hausse est durable, des crédits supplémentaires seront ouverts en construction budgétaire, pour couvrir les volumes nécessaires à la préparation et à l'activité opérationnelle des forces.

Article 5

L'augmentation nette des effectifs du ministère des armées s'effectuera selon le calendrier suivant :

(En équivalents temps plein)

	2022	2023	Total 2019-2023	2024	2025
Augmentation nette des effectifs	450	1 500	3 000	1 500	1 500

Cette évolution ne porte que sur les emplois financés par les crédits de personnel du ministère des armées à l'exclusion des apprentis, des volontaires du service militaire volontaire et des effectifs militaires éventuellement nécessaires au service national universel.

Conformément à cette évolution, les effectifs du ministère des armées s'élèveront à 271 936 équivalents temps plein en 2023 et à 274 936 équivalents temps plein en 2025 hors apprentis, volontaires du service militaire volontaire et effectifs éventuellement

④

①

②

③

④

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

Article 6

La présente programmation fera l'objet d'actualisations, dont l'une sera mise en œuvre avant la fin de l'année 2021. Cette dernière aura notamment pour objet de consolider la trajectoire financière et l'évolution des effectifs jusqu'en 2025. Ces actualisations permettront de vérifier la bonne adéquation entre les objectifs fixés dans la présente loi, les réalisations et les moyens consacrés.

Article 6 bis (nouveau)

La mission « Défense » est exclue du champ d'application de l'article 17 de la loi n° 2018 32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022.

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

nécessaires au service national universel.

À ces évolutions s'ajouteront les éventuelles augmentations d'effectifs du service industriel de l'aéronautique.

Article 6

La présente programmation fera l'objet d'actualisations, dont l'une sera mise en œuvre avant la fin de l'année 2021. Cette dernière aura notamment pour objet de consolider la trajectoire financière et l'évolution des effectifs jusqu'en 2025. Ces actualisations permettront de vérifier la bonne adéquation entre les objectifs fixés dans la présente loi, les réalisations et les moyens consacrés. Ces actualisations permettront également de vérifier l'amélioration de la préparation opérationnelle et de la disponibilité technique des équipements et fixeront des objectifs annuels dans ces domaines.

Les répercussions sur les contrats opérationnels, les effectifs et les équipements des engagements pris par la France lors des sommets de l'OTAN sont pris en compte dans les actualisations.

Les surcoûts liés au soutien par les armées des grands contrats d'exportation d'armements, non intégralement couverts, sont également pris en compte dans les actualisations de la présente programmation.

Article 6 bis

I. – *(Non modifié)*

II (nouveau). – L'article 17 de la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 est complété par une phrase ainsi rédigée : « Le présent article ne s'applique pas aux dépenses du ministère des armées, à l'exclusion de celles portées par la mission "Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation". »

⑤

①

②

③

①

②

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

CHAPITRE II

**Dispositions relatives au contrôle
parlementaire de l'exécution de la loi de
programmation***(Division et intitulé nouveaux)***Article 6 ter (nouveau)**

Indépendamment des pouvoirs propres des commissions permanentes chargées des finances, les commissions permanentes de l'Assemblée nationale et du Sénat chargées de la défense et des forces armées suivent et contrôlent l'application de la programmation militaire. Aux fins d'information de ces commissions, cette mission est confiée à leur président ainsi qu'à leurs rapporteurs pour avis sur le projet de loi de finances dans leurs domaines d'attributions et, le cas échéant, pour un objet déterminé, à un ou plusieurs des membres de ces commissions spécialement désignés. À cet effet, le président, les rapporteurs pour avis et les membres des commissions spécialement désignés procèdent à toutes auditions qu'ils jugent utiles et à toutes investigations nécessaires sur pièces et sur place auprès du ministère des armées et des organismes qui lui sont rattachés ainsi que, le cas échéant, auprès du ministère de l'économie et des finances. Ceux-ci leur transmettent, sous réserve du second alinéa, tous les renseignements et documents d'ordre financier et administratif utiles à l'exercice de leur mission.

La mission des commissions permanentes de l'Assemblée nationale et du Sénat chargées de la défense et les pouvoirs mentionnés au premier alinéa du présent article ne peuvent ni s'exercer auprès des services spécialisés de renseignement mentionnés au I de l'article 6 nonies de l'ordonnance n° 58 1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires ni porter sur les sujets à caractère secret concernant la défense nationale et la sécurité intérieure ou extérieure de l'État.

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

CHAPITRE II

**Dispositions relatives au contrôle
parlementaire de l'exécution de la loi de
programmation****Article 6 ter**I. – *(Non modifié)*

①

II (nouveau). – L'article 7 de la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013 relative à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale est

②

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

Article 6 quater (nouveau)

Deux fois par an, avant le 15 ~~avril~~ et avant le 15 septembre, le ministre chargé des armées transmet aux commissions permanentes de l'Assemblée nationale et du Sénat chargées de la défense nationale ~~et des forces armées~~, ainsi qu'aux commissions permanentes chargées des finances, un bilan de l'exécution de la programmation militaire. Ce bilan comprend :

1° Un bilan de l'exécution des crédits programmés par la présente loi pour la mission « Défense » ;

2° Un bilan de la mise en œuvre de la politique d'équipement des forces. Ce bilan recense les commandes passées et les livraisons reçues depuis la présentation du précédent bilan :

– au titre des programmes à effet majeur dont le coût est supérieur à 70 millions d'euros ;

– au titre des autres opérations d'armement dont le coût est supérieur à 20 millions d'euros ;

– au titre des programmes d'infrastructures dont le coût est supérieur à 15 millions d'euros.

Ce bilan indique les livraisons prévues dans les six mois suivant sa présentation au titre des mêmes opérations et des mêmes programmes.

Il comporte un exposé de l'état d'avancement des opérations d'armement dont le coût est supérieur à 70 millions d'euros, fournissant le cas échéant des éléments d'explication des évolutions de leur calendrier de commandes et de livraisons ou du nombre de matériels concernés.

Il comporte une présentation synthétique des investissements en équipements d'accompagnement et de cohérence réalisés au cours du semestre écoulé ainsi que des prévisions d'investissement dans ces mêmes équipements pour les six mois suivants.

Le premier bilan présenté en application du présent article porte sur les commandes

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

abrogé.

Article 6 quater

Deux fois par an, avant le 15 ~~avril~~ et avant le 15 septembre, le ministre chargé des armées transmet aux commissions permanentes de l'Assemblée nationale et du Sénat chargées de la défense nationale, ainsi qu'aux commissions permanentes chargées des finances, un bilan de l'exécution de la programmation militaire. Ce bilan comprend :

1° Un bilan de l'exécution des crédits programmés par la présente loi pour la mission « Défense » ;

2° Un bilan de la mise en œuvre de la politique d'équipement des forces. Ce bilan recense les commandes passées et les livraisons reçues depuis la présentation du précédent bilan :

– au titre des programmes à effet majeur dont le coût est supérieur à 70 millions d'euros ;

– au titre des autres opérations d'armement dont le coût est supérieur à 20 millions d'euros ;

– au titre des programmes d'infrastructures dont le coût est supérieur à 15 millions d'euros.

Ce bilan indique les livraisons prévues dans les six mois suivant sa présentation au titre des mêmes opérations et des mêmes programmes.

Il comporte un exposé de l'état d'avancement des opérations d'armement dont le coût est supérieur à 70 millions d'euros, fournissant le cas échéant des éléments d'explication des évolutions de leur calendrier de commandes et de livraisons ou du nombre de matériels concernés.

Il comporte une présentation synthétique des investissements en équipements d'accompagnement et de cohérence réalisés au cours du semestre écoulé ainsi que des prévisions d'investissement dans ces mêmes équipements pour les six mois suivants.

Le premier bilan présenté en application du présent article porte sur les commandes

①

②

③

④

⑤

⑥

⑦

⑧

⑨

⑩

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

passées, les livraisons reçues et les investissements consentis depuis la promulgation de la présente loi.

**TITRE II
DISPOSITIONS NORMATIVES
INTÉRESSANT LA DÉFENSE
NATIONALE**

CHAPITRE I^{ER}

**Dispositions relatives aux ressources
humaines**

Section 1

Statut et carrière

Article 8

I. – Le livre I^{er} de la quatrième partie du code de la défense est ainsi modifié :

1° Le 2° de l'article L. 4139-7 est ainsi modifié :

a) À la première phrase, après le mot : « navigant », sont insérés les mots : « à l'exception de l'officier général, » ;

b) À la fin de la deuxième phrase, les mots : « ou admis dans la deuxième section des officiers généraux » sont supprimés ;

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

passées, les livraisons reçues et les investissements consentis depuis la promulgation de la présente loi.

Article 6 quinquies

(Article nouveau-supprimé non transmis par le Sénat)

Article 6 sexies (nouveau)

Avant le 30 juin de chaque année, le ministre chargé des armées présente aux présidents des commissions permanentes de l'Assemblée nationale et du Sénat chargées de la défense les enjeux et les principales évolutions de la programmation budgétaire ministérielle.

Les présidents peuvent se faire assister des rapporteurs budgétaires de leur commission.

**TITRE II
DISPOSITIONS NORMATIVES
INTÉRESSANT LA DÉFENSE
NATIONALE**

CHAPITRE I^{ER}

**Dispositions relatives aux ressources
humaines**

Section 1

Statut et carrière

Article 8

I. – Le livre I^{er} de la quatrième partie du code de la défense est ainsi modifié :

1° Le 2° de l'article L. 4139-7 est ainsi modifié :

a) À la première phrase, après le mot : « navigant », sont insérés les mots : « à l'exception de l'officier général, » ;

b) À la fin de la deuxième phrase, les mots : « ou admis dans la deuxième section des officiers généraux » sont supprimés ;

①

②

①

②

③

④

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

c) Au début de la troisième phrase, les mots : « Sauf en ce qui concerne l'officier général, » sont supprimés ;

2° Après le tableau du deuxième alinéa du 2° de l'article L. 4139-16, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« La limite d'âge des officiers généraux est celle applicable au grade de colonel, ou dénomination correspondante. Par dérogation, dans le corps des officiers de l'air, la limite d'âge des officiers généraux est fixée à cinquante-neuf ans. » ;

3° Au 2° de l'article L. 4141-5, après le mot : « correspondante, » sont insérés les mots : « ou, pour les officiers généraux du corps des officiers de l'air, au-delà de la limite d'âge de leur grade, ».

II. – À titre transitoire, par dérogation au 2° de l'article L. 4139-7 du code de la défense, dans sa rédaction résultant du I du présent article, les officiers généraux sont placés sur leur demande en congé du personnel navigant, sous réserve d'en remplir les conditions, pour une durée égale à :

1° Trois ans pour ceux nés avant le 1^{er} janvier 1963 ;

2° Deux ans et six mois pour ceux nés en 1963 ;

3° Deux ans pour ceux nés en 1964 ;

4° Un an et six mois pour ceux nés en 1965 ;

5° Un an pour ceux nés en 1966 ;

6° Six mois pour ceux nés en 1967.

III. – La limite d'âge de cinquante-neuf ans mentionnée au troisième alinéa du 2° du I de l'article L. 4139-16 du code de la défense s'applique aux officiers généraux du corps des officiers de l'air nés à compter du 1^{er} janvier 1968.

Pour les officiers généraux du corps des officiers de l'air dont la limite d'âge était de cinquante-six ans en application de l'article L. 4139-16 du code de la défense, dans

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

c) Au début de la troisième phrase, les mots : « Sauf en ce qui concerne l'officier général, » sont supprimés ;

2° Après le tableau du deuxième alinéa du 2° du I de l'article L. 4139-16, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« La limite d'âge des officiers généraux est celle applicable au grade de colonel, ou dénomination correspondante. Par dérogation, dans le corps des officiers de l'air, la limite d'âge des officiers généraux est fixée à cinquante-neuf ans. » ;

3° À la première phrase du 2° de l'article L. 4141-5, les mots : « du grade de colonel, ou dénomination correspondante » sont remplacés par les mots : « de son grade ».

II à IV. – (Non modifiés)

⑤

⑥

⑦

⑧

⑨

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

sa rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de la présente loi, et qui sont nés avant le 1^{er} janvier 1968, la limite d'âge qui leur est applicable est fixée à :

1° 56 ans pour ceux nés avant le 1^{er} janvier 1963 ;

2° 56 ans et six mois pour ceux nés en 1963 ;

3° 57 ans pour ceux nés en 1964 ;

4° 57 ans et six mois pour ceux nés en 1965 ;

5° 58 ans pour ceux nés en 1966 ;

6° 58 ans et six mois pour ceux nés en 1967.

IV. – Le présent article entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019, à l'exception des *b* et *c* du 1° du I, qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2027.

.....
.....

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

.....
.....
Article 9 bis (nouveau)
Le livre I^{er} de la quatrième partie du code de la défense est ainsi modifié :

1° Au quatrième alinéa de l'article L. 4111-1, les mots : « ainsi que les conditions de départ des armées et d'emploi après l'exercice du métier militaire » sont remplacés par les mots : « les conditions de départ des forces armées et formations rattachées ainsi que les conditions d'emploi après l'exercice du métier militaire » ;

2° À la première phrase du premier alinéa de l'article L. 4139-4, les mots : « des armées » sont remplacés par les mots : « des forces armées et des formations rattachées » ;

3° À la fin du premier alinéa de l'article L. 4139-9, les mots : « les armées » sont remplacés par les mots : « les forces armées et les formations rattachées ».

①

②

③

④

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

Section 2

**Mesures visant à promouvoir la réserve
militaire**

Article 10 bis (nouveau)

L'article L. 3142-89 du code du travail est ainsi rédigé :

« Art. L. 3142-89. – Tout salarié ~~d'une entreprise de plus de deux cents salariés~~ ayant souscrit un engagement à servir dans la réserve opérationnelle bénéficie d'une autorisation d'absence de ~~dix~~ jours par année civile au titre de ses activités dans la réserve.

« Cependant, pour les entreprises de moins de deux ~~cents~~ salariés, l'employeur peut décider, afin de conserver le bon fonctionnement de l'entreprise, de limiter ce temps à cinq jours. »

Article 11

La quatrième partie du code de la défense est ainsi modifiée :

1° Le deuxième alinéa de l'article L. 4143-1 est complété par deux phrases ainsi rédigées : « Toutefois, en l'absence de promotion d'officier, de sous-officier ou d'officier marinier de carrière du même corps et du même grade la même année, une promotion d'officier, de sous-officier ou d'officier marinier de réserve peut être prononcée. L'ancienneté requise correspond à celle constatée lors de la dernière promotion effectuée dans le corps et le grade de référence. » ;

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

Section 2

**Mesures visant à promouvoir la réserve
militaire**

Article 10 bis

L'article L. 3142-89 du code du travail est ainsi rédigé :

« Art. L. 3142-89. – Tout salarié ayant souscrit un engagement à servir dans la réserve opérationnelle bénéficie d'une autorisation d'absence de huit jours par année civile au titre de ses activités dans la réserve.

« Cependant, pour les entreprises de moins de deux cent cinquante salariés, l'employeur peut décider, afin de conserver le bon fonctionnement de l'entreprise, de limiter ce temps à cinq jours. »

Article 10 ter (nouveau)

L'article L. 114-8 du code du service national est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« La liste des journées défense et citoyenneté organisées par les postes diplomatiques et consulaires à l'étranger est communiquée chaque année aux élus des Français établis hors de France. »

Article 11

La quatrième partie du code de la défense est ainsi modifiée :

1° Le deuxième alinéa de l'article L. 4143-1 est complété par deux phrases ainsi rédigées : « Toutefois, en l'absence de promotion d'officier, de sous-officier ou d'officier marinier de carrière du même corps et du même grade la même année, une promotion d'officier, de sous-officier ou d'officier marinier de réserve peut être prononcée. L'ancienneté requise correspond à celle constatée lors de la dernière promotion effectuée dans le corps et le grade de référence. » ;

①

②

③

①

②

①

②

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture	Texte adopté par le Sénat en première lecture
2° Le premier alinéa de l'article L. 4221-2 est remplacé par quatre alinéas ainsi rédigés :	2° Le premier alinéa de l'article L. 4221-2 est remplacé par quatre alinéas ainsi rédigés : ③
« Les limites d'âge des militaires de la réserve opérationnelle sont celles mentionnées à l'article L. 4139-16, augmentées de cinq ans.	« Les limites d'âge des militaires de la réserve opérationnelle sont celles mentionnées à l'article L. 4139-16, augmentées de cinq ans. ④
« Pour les militaires du rang, la limite d'âge est de cinquante ans.	« Pour les militaires du rang, la limite d'âge est de cinquante ans. ⑤
« Les limites d'âge des spécialistes mentionnés à l'article L. 4221-3 sont celles des cadres d'active, augmentées de dix ans, sans qu'elles puissent excéder l'âge maximal de soixante-douze ans.	« Les limites d'âge des spécialistes mentionnés à l'article L. 4221-3 sont celles des cadres d'active, augmentées de dix ans, sans qu'elles puissent excéder l'âge maximal de soixante-douze ans. ⑥
« Les limites d'âge des réservistes de la réserve opérationnelle relevant des corps des médecins, des pharmaciens, des vétérinaires et des chirurgiens-dentistes sont celles des cadres d'active, augmentées de dix ans. » ;	« Les limites d'âge des réservistes de la réserve opérationnelle relevant des corps des médecins, des pharmaciens, des vétérinaires et des chirurgiens-dentistes sont celles des cadres d'active, augmentées de dix ans. » ; ⑦
3° At début de la première phrase du troisième alinéa de l'article L. 4221-4, les mots : « Lorsque les circonstances l'exigent » sont remplacés par les mots : « Sur demande de l'autorité militaire, lorsque les ressources militaires disponibles apparaissent insuffisantes pour répondre à des circonstances ou à des nécessités ponctuelles, imprévues et urgentes » ;	3° <u>Le</u> début de la première phrase du troisième alinéa de l'article L. 4221-4 <u>est ainsi rédigé</u> : « Sur demande de l'autorité militaire, lorsque les ressources militaires disponibles apparaissent insuffisantes pour répondre à des circonstances ou à des nécessités ponctuelles, imprévues et urgentes, <u>le ministre... (le reste sans changement)</u> . » ; ⑧
4° Le chapitre unique du titre V du livre II est ainsi modifié :	4° Le chapitre unique du titre V du livre II est ainsi modifié : ⑨
a) Le premier alinéa de l'article L. 4251-2 est complété par les mots : « , ainsi que de la prise en charge des frais de santé dans les conditions prévues à l'article L. 160-1 du même code » ;	a) Le premier alinéa de l'article L. 4251-2 est complété par les mots : « , ainsi que de la prise en charge des frais de santé dans les conditions prévues à l'article L. 160-1 du même code » ; ⑩
	<u>a bis) (nouveau) Le deuxième alinéa du même article L. 4251-2 est ainsi modifié :</u> ⑪
	<u>– après la référence : « L. 4251-3 », sont ajoutés les mots : « du présent code » ;</u> ⑫
	<u>– les mots : « de ce même code » sont remplacés par les mots : « du code de la sécurité sociale » ;</u> ⑬
b) L'article L. 4251-7 est ainsi rédigé :	b) L'article L. 4251-7 est ainsi rédigé : ⑭
« Art. L. 4251-7. – Le réserviste victime de dommages subis pendant les périodes	« Art. L. 4251-7. – Le réserviste victime de dommages <u>physiques et psychiques</u> subis ⑮

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

d'activité dans la réserve et, en cas de décès, ses ayants droit ont droit, à la charge de l'État, à la réparation intégrale du préjudice subi, sauf en cas de dommage imputable à un fait personnel détachable du service. »

Article 11 bis (nouveau)

~~L'article L. 4261-1 du code de la défense est complété par un alinéa ainsi rédigé :~~

~~« Le Conseil supérieur de la réserve militaire comprend notamment un député, désigné par le Président de l'Assemblée nationale, et un sénateur, désigné par le Président du Sénat. Deux suppléants sont désignés dans les mêmes conditions pour chaque assemblée. »~~

Article 11 ter (nouveau)

~~Le conseil consultatif de la garde nationale comprend notamment un député, désigné par le Président de l'Assemblée nationale, et un sénateur, désigné par le Président du Sénat.~~

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

pendant les périodes d'activité dans la réserve et, en cas de décès, ses ayants droit ont droit, à la charge de l'État, à la réparation intégrale du préjudice subi, sauf en cas de dommage imputable à un fait personnel détachable du service. »

Article 11 bis A (nouveau)

L'article L. 115-1 du code du service national est ainsi modifié :

1° Après la seconde occurrence du mot : « nationale », la fin du premier alinéa est ainsi rédigée : « et, pour la gendarmerie nationale, du ministre de l'intérieur. » :

2° Au second alinéa, les mots : « âgés de plus de seize ans et de moins de trente ans et » sont supprimés :

3° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Un arrêté conjoint du ministre de la défense et du ministre de l'intérieur définit les modalités de la période militaire d'initiation ou de perfectionnement prévue au présent article et, notamment, les limites d'âge qui peuvent être imposées aux candidats. »

**Articles 11 bis et 11 ter
(Supprimés)**

Article 11 quater (nouveau)

I. – Le paragraphe 1 de la sous-section 9 de la section 2 du chapitre II du titre IV du livre I^{er} de la troisième partie du code du travail est complété par un article L. 3142-94-1 ainsi

①

②

③

④

⑤

①

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

rédigé :

« Art. L. 3142-94-1. – Un salarié peut, sur sa demande et en accord avec l'employeur, renoncer anonymement et sans contrepartie à tout ou partie de ses jours de repos non pris, qu'ils aient été affectés ou non sur un compte épargne temps, au bénéfice d'un autre salarié de l'entreprise ayant souscrit un engagement à servir dans la réserve opérationnelle pour lui permettre d'effectuer une période d'activité dans la réserve opérationnelle. Le congé annuel ne peut être cédé que pour sa durée excédant vingt-quatre jours ouvrables. »

②

« Le salarié bénéficiaire d'un ou plusieurs jours cédés en application du précédent alinéa bénéficie du maintien de sa rémunération pendant sa période d'absence. Cette période d'absence est assimilée à une période de travail effectif pour la détermination des droits que le salarié tient de son ancienneté. Le salarié conserve le bénéfice de tous les avantages qu'il avait acquis avant le début de sa période d'absence. »

③

II. – Un décret en Conseil d'État détermine les conditions d'application du I aux agents publics civils et militaires.

④

Section 3

**Dispositions diverses dans le domaine des
ressources humaines**

.....

.....

Section 3

**Dispositions diverses dans le domaine des
ressources humaines**

.....

.....

Article 12 bis (nouveau)

Le deuxième alinéa du II de l'article L. 14 du code des pensions civiles et militaires de retraite est complété par une phrase ainsi rédigée : « Le temps passé en congé de longue durée pour maladie et en congé de longue maladie est assimilé à des services militaires effectifs. »

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Article 14

I. – Le II de l'article 20 de la loi n° 2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique est abrogé.

II. – Sont applicables aux personnels à statut ouvrier régis par le régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État l'article 25 septies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et, en tant qu'il se rapporte à l'application du même article 25 septies, l'article 25 octies de la même loi.

Article 14

I et II. – *(Non modifiés)*

①

III (nouveau). – L'article L. 4122-4 du code de la défense est ainsi modifié :

②

1° La première phrase de l'avant-dernier alinéa est ainsi modifiée :

③

a) Le mot : « trois » est remplacé par le mot : « quatre » :

④

b) Les mots : « ou d'une situation de conflit d'intérêts » sont remplacés par les mots : « , d'une situation de conflit d'intérêts ou d'un signalement constitutif d'une alerte au sens de l'article 6 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 précitée » :

⑤

2° Au dernier alinéa, après les mots : « situation de conflit d'intérêts », sont insérés les mots : « ou de tout fait susceptible d'entraîner des sanctions disciplinaires » :

⑥

Article 14 ter (nouveau)

La section 1 du chapitre III du titre I^{er} du livre VII du code de la sécurité sociale est ainsi modifiée :

1° L'article L. 713-1 est ainsi rédigé :

« Art. L. 713-1. – Bénéficiaire du régime de sécurité sociale prévu au présent chapitre :

Article 14 ter

La section 1 du chapitre III du titre I^{er} du livre VII du code de la sécurité sociale est ainsi modifiée :

1° L'article L. 713-1 est ainsi rédigé :

« Art. L. 713-1. – Bénéficiaire du régime de sécurité sociale prévu au présent chapitre :

①

②

③

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture	Texte adopté par le Sénat en première lecture	
« 1° Les militaires de carrière et les militaires servant en vertu d'un contrat ;	« 1° Les militaires de carrière et les militaires servant en vertu d'un contrat ;	④
« 2° Les retraités militaires ;	« 2° Les retraités militaires ;	⑤
« 3° Par dérogation à l'article L. 160-1 :	« 3° Par dérogation à l'article L. 160-1 :	⑥
« a) Les membres majeurs de la famille des assurés sociaux mentionnés aux 1° et 2° lorsqu'ils n'exercent pas d'activité professionnelle et qu'ils en font la demande, selon des modalités fixées par décret ;	« a) Les membres majeurs de la famille des assurés sociaux mentionnés aux 1° et 2° du présent article lorsqu'ils n'exercent pas d'activité professionnelle et qu'ils en font la demande, selon des modalités fixées par décret ;	⑦
« b) Les enfants mineurs de ces mêmes assurés sociaux, dans les conditions définies à l'article L. 160-2. » ;	« b) Les enfants mineurs de ces mêmes assurés sociaux, dans les conditions définies à l'article L. 160-2. » ;	⑧
2° Après l'article L. 713-1-1, il est inséré un article L. 713-1-2 ainsi rédigé :	2° Après l'article L. 713-1-1, il est inséré un article L. 713-1-2 ainsi rédigé :	⑨
« Art. L. 713-1-2. – Le conjoint séparé de droit ou de fait d'un assuré social mentionné aux 1° ou 2° de l'article L. 713-1, bénéficiaire des dispositions prévues au 3° du même article L. 713-1, qui se trouve, du fait du défaut de présentation par celui-ci des justifications requises, dans l'impossibilité d'obtenir la prise en charge des frais de santé au titre du régime de sécurité sociale prévu au présent chapitre, pour lui-même ou pour les membres de sa famille qui sont à sa charge et qui bénéficient des mêmes dispositions, dispose d'une action directe en paiement de ces prestations, dans les conditions définies à l'article L. 161-15. » ;	« Art. L. 713-1-2. – Le conjoint séparé de droit ou de fait d'un assuré social mentionné aux 1° ou 2° de l'article L. 713-1, bénéficiaire des dispositions prévues au 3° du même article L. 713-1, qui se trouve, du fait du défaut de présentation par celui-ci des justifications requises, dans l'impossibilité d'obtenir la prise en charge des frais de santé au titre du régime de sécurité sociale prévu au présent chapitre, pour lui-même ou pour les membres de sa famille qui sont à sa charge et qui bénéficient des mêmes dispositions, dispose d'une action directe en paiement de ces prestations, dans les conditions définies à l'article L. 161-15. » ;	⑩
3° À l'article L. 713-4, la référence : « L. 322-3 » est remplacée par la référence : « L. 160-14 » ;	3° À l'article L. 713-4, la référence : « L. 322-3 » est remplacée par la référence : « L. 160-14 » ;	⑪
4° L'article L. 713-9 est ainsi rédigé :	4° L'article L. 713-9 est ainsi rédigé :	⑫
« Art. L. 713-9. – En cas de guerre, le bénéfice du régime de sécurité sociale prévu au présent chapitre ne continue à être accordé qu'aux retraités militaires mentionnés au 2° de l'article L. 713-1, tant qu'ils n'ont pas été rappelés à l'activité, ainsi qu'aux personnes mentionnées au 3° du même article L. 713-1. » ;	« Art. L. 713-9. – En cas de guerre, le bénéfice du régime de sécurité sociale prévu au présent chapitre ne continue à être accordé qu'aux retraités militaires mentionnés au 2° de l'article L. 713-1, tant qu'ils n'ont pas été rappelés à l'activité, ainsi qu'aux personnes mentionnées au 3° du même article L. 713-1. » ;	⑬
5° L'article L. 713-10 est ainsi modifié :	5° L'article L. 713-10 est ainsi modifié :	⑭
a) Au premier alinéa, les mots : « enfants mentionnés à l'article L. 160-2 » sont remplacés par les mots : « membres de la famille	a) Au premier alinéa, les mots : « enfants mentionnés à l'article L. 160-2 » sont remplacés par les mots : « membres de la famille	⑮

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

mentionnés au 3° de l'article L. 713-1 » ;

b) Au second alinéa, ~~après~~ la référence : « L. 713-1 » ; ~~sont insérés~~ les mots : « ainsi qu'aux membres de leur famille mentionnés au 3° ~~du même~~ article L. 713-1 ».

Section 4

Habilitation à légiférer par voie d'~~ordonnances~~

Section 5

Expérimentations

Article 16

I. – À titre expérimental, à compter du 1^{er} janvier 2019 et jusqu'au 31 décembre 2022, et par dérogation à l'article 19 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, des fonctionnaires du premier grade ~~des~~ corps des techniciens supérieurs d'études et de fabrications ~~et des secrétaires administratifs~~ du ministère de la défense peuvent être recrutés dans les conditions prévues ~~aux deuxième à dernier alinéas du~~ présent I dans les régions Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val de Loire, Grand Est, Hauts-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Île-de-France.

Ces recrutements sont ouverts aux personnes détentrices, à la date de leur nomination, de l'un des diplômes ou titres requis pour être recrutées au sein du corps de fonctionnaires concerné ou d'une autre qualification garantissant un niveau de compétence équivalent. Les candidats sont sélectionnés de manière objective et impartiale par une commission comportant en son sein ~~au moins deux tiers~~ de personnes extérieures au ministère de la défense et dont la composition et les modalités d'organisation sont fixées par décret. La commission vérifie l'aptitude des candidats à assurer les missions qui leur seront confiées en tenant également compte des acquis de l'expérience professionnelle et, à aptitude

Texte adopté par le Sénat en première lecture

mentionnés au 3° de l'article L. 713-1 » ;

b) Au second alinéa, la référence : « ~~de l'article L. 713-1~~ » ~~est remplacée par~~ les mots : « ~~du même article L. 713-1~~ » ainsi qu'aux membres de leur famille mentionnés au 3° ~~dudit~~ article L. 713-1 ».

Section 4

Habilitation à légiférer par voie d'~~ordonnance~~

Section 5

Expérimentations

Article 16

I. – À titre expérimental, à compter du 1^{er} janvier 2019 et jusqu'au 31 décembre 2022, et par dérogation à l'article 19 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, des fonctionnaires du premier grade ~~du~~ corps des techniciens supérieurs d'études et de fabrications du ministère de la défense peuvent être recrutés dans les conditions prévues ~~au~~ présent I dans les régions Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val de Loire, Grand Est, Hauts-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Île-de-France.

Ces recrutements sont ouverts aux personnes détentrices, à la date de leur nomination, de l'un des diplômes ou titres requis pour être recrutées au sein du corps de fonctionnaires concerné ou d'une autre qualification garantissant un niveau de compétence équivalent. Les candidats sont sélectionnés de manière objective et impartiale par une commission comportant en son sein ~~une~~ ~~majorité~~ de personnes extérieures au ministère de la défense et dont la composition et les modalités d'organisation sont fixées par décret. La commission vérifie l'aptitude des candidats à assurer les missions qui leur seront confiées en tenant également compte des acquis de l'expérience professionnelle et, à aptitude égale,

⑩

①

②

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

égale, de leur motivation.

Ce mode de recrutement n'est pas ouvert aux militaires, ni aux magistrats, ni aux fonctionnaires relevant de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, en activité, en détachement ou en congé parental ni aux agents en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale.

Le nombre de postes offerts, au titre d'une année, au recrutement par la voie prévue au présent I ne peut être supérieur à 30 %, arrondi à l'entier inférieur, du nombre total de postes à pourvoir par cette voie et par la voie des concours mentionnés à l'article 19 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 précitée.

II. – À titre expérimental, à compter du 1^{er} janvier 2019 et jusqu'au 31 décembre 2022, afin de faire face à une vacance temporaire d'emploi qui s'est prolongée plus de six mois dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire dans les régions prévues au I, le ministère de la défense peut recruter des agents contractuels dans les spécialités « renseignement », « génie civil », « systèmes d'information et de communication », « santé et sécurité au travail » ainsi que dans les domaines de la gestion de la paie ou de la solde et du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres pour une durée qui, par dérogation au principe énoncé à l'article 6 *quinquies* de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 précitée, ne peut au total excéder trois années, renouvelable une fois.

III. – Une évaluation des expérimentations prévues aux I et II, portant notamment sur le nombre d'emplois ainsi pourvus, est présentée au Parlement un an avant leur terme.

*Section 6***Dispositions relatives au service militaire
volontaire****Article 17**

I. – Le service militaire volontaire, placé sous l'autorité du ministre de la défense, vise à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, dans la limite de la capacité d'accueil des centres désignés par ce ministre

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

de leur motivation.

Ce mode de recrutement n'est pas ouvert aux militaires, ni aux magistrats, ni aux fonctionnaires relevant de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, en activité, en détachement ou en congé parental ni aux agents en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale.

Le nombre de postes offerts, au titre d'une année, au recrutement par la voie prévue au présent I ne peut être supérieur à 30 %, arrondi à l'entier inférieur, du nombre total de postes à pourvoir par cette voie et par la voie des concours mentionnés à l'article 19 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 précitée.

II et III. – (*Non modifiés*)

*Section 6***Dispositions relatives au service militaire
volontaire****Article 17**

I. – Le service militaire volontaire, placé sous l'autorité du ministre de la défense, vise à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, dans la limite de la capacité d'accueil des centres désignés par ce ministre

③

④

⑤

①

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

pour mettre en œuvre ce dispositif.

Peuvent demander à accomplir le service militaire volontaire les Françaises et les Français âgés de dix-huit ans révolus et de moins de vingt-six ans à la date de recrutement qui ont leur résidence habituelle en métropole. Ils doivent remplir les conditions statutaires mentionnées aux 1° et 2° de l'article L. 4132-1 du code de la défense et être en règle avec les obligations mentionnées au premier alinéa de l'article L. 111-2 du code du service national.

Le contrat de volontaire stagiaire du service militaire volontaire est souscrit pour une durée de six à douze mois, renouvelable pour une durée de deux à six mois dans la limite d'une durée totale de douze mois.

Durant cet engagement, les volontaires stagiaires servent au premier grade de militaire du rang et sont considérés comme des militaires d'active au sens de l'article L. 4132-5 du code de la défense. En cette qualité, ils sont soumis au statut général des militaires prévu au livre I^{er} de la quatrième partie du même code, à l'exclusion de l'article L. 4123-7, et peuvent effectuer, dans le cadre légal des réquisitions ou des demandes de concours, des missions de sécurité civile. Ils peuvent également participer, dans le cadre de leur formation, à des chantiers d'application à la demande de l'État, des collectivités territoriales, de leurs établissements publics et des associations à but non lucratif déclarées d'utilité publique.

Les volontaires stagiaires sont encadrés par des militaires, assistés de militaires volontaires dans les armées. Des conventions peuvent prévoir la participation au dispositif du service militaire volontaire d'intervenants extérieurs au ministère de la défense.

Les volontaires stagiaires perçoivent une solde et bénéficient de prestations en nature.

Le service militaire volontaire comporte une formation militaire ainsi que diverses formations à caractère professionnel, civique ou scolaire visant à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des volontaires.

II. – Les volontaires stagiaires du service militaire volontaire ont la qualité de stagiaires de la formation professionnelle au sens du

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

pour mettre en œuvre ce dispositif.

Peuvent demander à accomplir le service militaire volontaire les Françaises et les Français âgés de dix-huit ans révolus et de moins de vingt-six ans à la date de recrutement qui ont leur résidence habituelle en métropole **ou à l'étranger**. Ils doivent remplir les conditions statutaires mentionnées aux 1° et 2° de l'article L. 4132-1 du code de la défense et être en règle avec les obligations mentionnées au premier alinéa de l'article L. 111-2 du code du service national.

Le contrat de volontaire stagiaire du service militaire volontaire est souscrit pour une durée de six à douze mois, renouvelable pour une durée de deux à six mois dans la limite d'une durée totale de douze mois.

Durant cet engagement, les volontaires stagiaires servent au premier grade de militaire du rang et sont considérés comme des militaires d'active au sens de l'article L. 4132-5 du code de la défense. En cette qualité, ils sont soumis au statut général des militaires prévu au livre I^{er} de la quatrième partie du même code, à l'exclusion de l'article L. 4123-7, et peuvent effectuer, dans le cadre légal des réquisitions ou des demandes de concours, des missions de sécurité civile. Ils peuvent également participer, dans le cadre de leur formation, à des chantiers d'application à la demande de l'État, des collectivités territoriales, de leurs établissements publics et des associations à but non lucratif déclarées d'utilité publique.

Les volontaires stagiaires sont encadrés par des militaires, assistés de militaires volontaires dans les armées. Des conventions peuvent prévoir la participation au dispositif du service militaire volontaire d'intervenants extérieurs au ministère de la défense.

Les volontaires stagiaires perçoivent une solde et bénéficient de prestations en nature.

Le service militaire volontaire comporte une formation militaire ainsi que diverses formations à caractère professionnel, civique ou scolaire visant à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des volontaires.

II à V. – *(Non modifiés)*

②

③

④

⑤

⑥

⑦

⑧

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

titre IV du livre III de la sixième partie du code du travail.

Pendant la durée des actions de formation suivies en leur qualité de stagiaire de la formation professionnelle, les chapitres I^{er} et III du même titre IV leur sont applicables, sans préjudice de la solde qu'ils perçoivent et des prestations en nature dont ils bénéficient en leur qualité de volontaires stagiaires du service militaire volontaire. Ils bénéficient également du compte personnel d'activité prévu à l'article L. 5151-2 du même code.

Le service relevant du ministère de la défense chargé du service militaire volontaire est regardé comme un organisme de formation pour l'application du livre III de la sixième partie dudit code. Il n'est pas soumis aux titres V et VI du même livre III.

III. – Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application du présent article.

IV. – Le chapitre V de la loi n° 2015-917 du 28 juillet 2015 actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense est abrogé.

V. – Le présent article entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

CHAPITRE II

**Dispositions relatives à l'élection de militaires
aux scrutins locaux****Article 18**

I. – Le livre I^{er} du code électoral est ainsi modifié :

1° L'article L. 46 est ainsi rédigé :

« *Art. L. 46.* – Les fonctions de militaire en position d'activité sont incompatibles avec les mandats qui font l'objet du présent livre.

« ~~Ces dispositions ne sont pas applicables~~ au réserviste exerçant une activité en vertu d'un engagement à servir dans la réserve opérationnelle ou au titre de la disponibilité. Toutefois, le réserviste de la gendarmerie nationale ne peut exercer cette activité au sein

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

CHAPITRE II

**Dispositions relatives à l'élection de militaires
aux scrutins locaux****Article 18**

I. – Le livre I^{er} du code électoral est ainsi modifié : ①

1° L'article L. 46 est ainsi rédigé : ②

« *Art. L. 46.* – Les fonctions de militaire en position d'activité sont incompatibles avec les mandats qui font l'objet du présent livre. ③

« ~~Le présent article n'est pas applicable~~ au réserviste exerçant une activité en vertu d'un engagement à servir dans la réserve opérationnelle ou au titre de la disponibilité. Toutefois, le réserviste de la gendarmerie nationale ne peut exercer cette activité au sein ④

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

de la circonscription à l'intérieur de laquelle il exerce un mandat.

« Par dérogation au premier alinéa, les fonctions de militaire en position d'activité sont compatibles avec :

« 1° Le mandat de conseiller municipal dans les communes de moins de 9 000 habitants ;

« 2° Le mandat de conseiller communautaire dans les ~~communautés de communes~~ regroupant moins de ~~15 000~~ habitants ;

~~« Les militaires en position d'activité ne peuvent ni être membres, à un titre quelconque, du collège électoral sénatorial, ni participer à l'élection à ce collège de délégués et de suppléants. » ;~~

2° Le 3° de l'article L. 231 est ainsi rédigé :

« 3° Les officiers et sous-officiers de gendarmerie ainsi que les officiers supérieurs et généraux des autres corps militaires ; »

3° Le dernier alinéa de l'article L. 237 est ainsi rédigé :

« Les personnes dont les fonctions sont incompatibles avec le mandat de conseiller municipal en application de l'article L. 46 ainsi que celles mentionnées aux 1° à 3° du présent article élues membres d'un conseil municipal ont, à partir de la proclamation du résultat du scrutin, un délai de dix jours pour opter entre l'acceptation du mandat et la conservation de leur emploi. ~~Les personnes dont les fonctions sont incompatibles avec le mandat de conseiller communautaire en application du même article L. 46, désignées ou élues membres d'un organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, se voient appliquer le même délai.~~ À défaut de déclaration adressée dans ce délai à leurs supérieurs hiérarchiques, elles sont réputées avoir opté pour la conservation dudit emploi. »

II. – ~~Après l'article L. 2122-5-1 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 2122-5-2 ainsi rédigé :~~

Texte adopté par le Sénat en première lecture

de la circonscription à l'intérieur de laquelle il exerce un mandat.

« Par dérogation au premier alinéa, les fonctions de militaire en position d'activité sont compatibles avec :

« 1° Le mandat de conseiller municipal dans les communes de moins de 9 000 habitants ;

« 2° Le mandat de conseiller communautaire dans les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant moins de 30 000 habitants. » ;

(Alinéa supprimé)

2° Le 3° de l'article L. 231 est ainsi rédigé :

« 3° Les officiers et sous-officiers de gendarmerie ainsi que les officiers supérieurs et généraux des autres corps militaires ; »

3° Le dernier alinéa de l'article L. 237 est ainsi rédigé :

« Les personnes dont les fonctions sont incompatibles avec le mandat de conseiller municipal en application de l'article L. 46 ainsi que celles mentionnées aux 1° à 3° du présent article élues membres d'un conseil municipal ont, à partir de la proclamation du résultat du scrutin, un délai de dix jours pour opter entre l'acceptation du mandat et la conservation de leur emploi. À défaut de déclaration adressée dans ce délai à leurs supérieurs hiérarchiques, elles sont réputées avoir opté pour la conservation dudit emploi. »

II. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

⑤

⑥

⑦

⑧

⑨

⑩

⑪

⑫

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« Art. L. 2122-5-2. – Les fonctions de maire et d'adjoint au maire sont incompatibles avec celles de militaire en position d'activité. »

~~II bis (nouveau). – Le paragraphe 3 de la sous-section 1 de la section 3 du chapitre I^{er} du titre I^{er} du livre II de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales est complété par un article L. 5211-10-1 A ainsi rédigé :~~

~~« Art. L. 5211-10-1 A. – Les fonctions de membre du bureau d'un établissement public de coopération intercommunale sont incompatibles avec celles de militaire en position d'activité. »~~

III. – Après l'article L. 4121-3 du code de la défense, il est inséré un article L. 4121-3-1 ainsi rédigé :

~~« Art. L. 4121-3-1. – En cas d'élection et d'acceptation de l'un des mandats mentionnés aux 1^o et 2^o de l'article L. 46 du code électoral, les dispositions du dernier alinéa de l'article L. 4121-3 du présent code ne sont pas applicables au militaire dont les fonctions sont~~

Texte adopté par le Sénat en première lecture

1^o Après l'article L. 2122-5-1, il est inséré un article L. 2122-5-2 ainsi rédigé : ⑬

« Art. L. 2122-5-2. – Les fonctions de maire, de maire délégué, d'adjoint au maire et d'adjoint au maire délégué sont incompatibles avec celles de militaire en position d'activité. » ⑭

1^o bis (nouveau) À la fin du premier alinéa du II de l'article L. 5211-7, les références : « L. 44 à L. 46, L. 228 à L. 237-1 et L. 239 du code électoral » sont remplacées par les mots : « L. 44 à L. 45-1, L. 228 à L. 237-1 et L. 239 du code électoral, ainsi que celles prévues pour les élections au conseil communautaire par l'article L. 46 du code électoral » : ⑮

2^o (nouveau) Après le troisième alinéa de l'article L. 5211-9, il est inséré un alinéa ainsi rédigé : ⑯

« Les fonctions de président et de vice-président sont incompatibles avec celles de militaire en position d'activité. » : ⑰

3^o (nouveau) Après le cinquième alinéa de l'article L. 5721-2, il est inséré un alinéa ainsi rédigé : ⑱

« Les dispositions du quatrième alinéa de l'article L. 5211-9 sont applicables aux syndicats mixtes. » ⑲

II bis. – (Supprimé) ⑳

III. – Après l'article L. 4121-3 du code de la défense, il est inséré un article L. 4121-3-1 ainsi rédigé : ㉑

« Art. L. 4121-3-1. – En cas d'élection et d'acceptation de l'un des mandats compatibles avec l'exercice des fonctions de militaire en position d'activité, le dernier alinéa de l'article L. 4121-3 du présent code n'est pas applicable. À l'exception du cas où ce militaire ㉒

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

~~compatibles avec ce mandat.~~ À l'exception du cas où ce militaire sollicite un détachement, qui lui est accordé de droit, la suspension mentionnée au deuxième alinéa du même article L. 4121-3 n'est pas prolongée.

« Sous réserve des nécessités liées à la préparation et à la conduite des opérations ainsi qu'à la bonne exécution des missions des forces armées et formations rattachées, le militaire en activité titulaire d'un mandat ~~de conseiller municipal~~ bénéficie des garanties accordées aux titulaires des mandats locaux reconnues par le code général des collectivités territoriales. Il dispose du droit à la formation des élus locaux prévu par ~~le~~ même code lorsque les nécessités du fonctionnement du service ne s'y opposent pas. Un décret en Conseil d'État détermine les adaptations rendues nécessaires par le statut de militaire à ces droits et garanties. »

IV. – Les I à III du présent article entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2020 ou lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux s'il intervient avant cette date.

CHAPITRE III

Dispositions relatives à la ~~cyber-défense~~

Article 19

I. – Le code des postes et des communications électroniques est ainsi modifié :

1^o La section 1 du chapitre II du titre I^{er} du livre II est complétée par un article L. 33-14 ainsi rédigé :

« Art. L. 33-14. – Pour les besoins de la sécurité et de la défense des systèmes d'information, les opérateurs de communications électroniques peuvent recourir, sur les réseaux de communications électroniques qu'ils exploitent, après en avoir informé l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information, à des dispositifs mettant en œuvre des marqueurs techniques aux seules fins de détecter des événements susceptibles d'affecter la sécurité des systèmes d'information de leurs abonnés.

« ~~Lorsque~~ l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information a connaissance

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

sollicite un détachement, qui lui est accordé de droit, la suspension mentionnée au deuxième alinéa du même article L. 4121-3 n'est pas prolongée.

« Sous réserve des nécessités liées à la préparation et à la conduite des opérations ainsi qu'à la bonne exécution des missions des forces armées et formations rattachées, le militaire en activité titulaire d'un mandat ~~local~~ bénéficie des garanties accordées aux titulaires des mandats locaux reconnues par le code général des collectivités territoriales. Il dispose du droit à la formation des élus locaux prévu par ~~le~~ même code lorsque les nécessités du fonctionnement du service ne s'y opposent pas. Un décret en Conseil d'État détermine les adaptations rendues nécessaires par le statut de militaire à ces droits et garanties. »

IV. – *(Non modifié)*

CHAPITRE III

Dispositions relatives à la ~~cyber~~défense

Article 19

I. – Le code des postes et des communications électroniques est ainsi modifié :

1^o La section 1 du chapitre II du titre I^{er} du livre II est complétée par un article L. 33-14 ainsi rédigé :

« Art. L. 33-14. – Pour les besoins de la sécurité et de la défense des systèmes d'information, les opérateurs de communications électroniques peuvent recourir, sur les réseaux de communications électroniques qu'ils exploitent, après en avoir informé l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information, à des dispositifs mettant en œuvre des marqueurs techniques aux seules fins de détecter des événements susceptibles d'affecter la sécurité des systèmes d'information de leurs abonnés.

« ~~A la demande de~~ l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information, ~~lorsque~~

②③

②④

①

②

③

④

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

d'une menace susceptible de porter atteinte à la sécurité des systèmes d'information, ~~elle peut demander aux~~ opérateurs de communications électroniques, aux fins de prévenir la menace, ~~d'exploiter ces dispositifs~~ en recourant, le cas échéant, à des marqueurs techniques ~~qu'elle~~ leur fournit.

« Les données recueillies dans le cadre de l'exploitation de ces dispositifs autres que celles directement utiles à la prévention des menaces sont immédiatement détruites.

« Lorsque sont détectés des événements susceptibles d'affecter la sécurité des systèmes d'information, les opérateurs de communications électroniques en informent sans délai l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information.

« À la demande de l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information, les opérateurs de communications électroniques informent leurs abonnés de la vulnérabilité ~~ou de l'atteinte~~ de leurs systèmes d'information.

« Les modalités d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'État. » ;

2° L'article L. 36-7 est complété par un 12° ainsi rédigé :

« 12° Est chargée, en application de l'article L. 2321-5 du code de la défense, de veiller au respect par l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information des conditions d'application de l'article L. 2321-2-1 et du ~~second~~ alinéa de l'article L. 2321-3 du même code. » ;

3° (*nouveau*) La section 1 du chapitre IV

Texte adopté par le Sénat en première lecture

celle-ci a connaissance d'une menace susceptible de porter atteinte à la sécurité des systèmes d'information, les opérateurs de communications électroniques ayant mis en œuvre les dispositifs prévus au premier alinéa procèdent, aux fins de prévenir la menace, à leur exploitation, en recourant, le cas échéant, à des marqueurs techniques que cette autorité leur fournit.

« Par dérogation au II de l'article L. 34-1, les opérateurs de communications électroniques sont autorisés à conserver, pour une durée maximale d'un an, les données techniques strictement nécessaires à la caractérisation d'un événement détecté par les dispositifs mentionnés au premier alinéa du présent article. Les données recueillies dans le cadre de l'exploitation de ces dispositifs autres que celles directement utiles à la prévention et à la caractérisation des menaces sont immédiatement détruites.

« Lorsque sont détectés des événements susceptibles d'affecter la sécurité des systèmes d'information, les opérateurs de communications électroniques en informent sans délai l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information.

« À la demande de l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information, les opérateurs de communications électroniques informent leurs abonnés de la vulnérabilité de leurs systèmes d'information ou des atteintes qu'ils ont subies.

« Les modalités d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'État. Celui-ci détermine notamment les catégories de données pouvant être conservées par les opérateurs de communications électroniques. » ;

2° L'article L. 36-7 est complété par un 12° ainsi rédigé :

« 12° Est chargée, en application de l'article L. 2321-5 du code de la défense, de veiller au respect par l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information des conditions d'application de l'article L. 2321-2-1 et du deuxième alinéa de l'article L. 2321-3 du même code. » ;

3° La section 1 du chapitre IV du même

⑤

⑥

⑦

⑧

⑨

⑩

⑪

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

du même titre I^{er} est complétée par un article L. 36-14 ainsi rédigé :

« Art. L. 36-14. – La formation de règlement des différends, de poursuite et d'instruction mentionnée à l'article L. 130 est compétente pour exercer la mission mentionnée au 12° de l'article L. 36-7. Pour l'accomplissement de cette mission, la formation de règlement des différends, de poursuite et d'instruction :

« 1° Est informée sans délai, par l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information, des mesures mises en œuvre en application de l'article L. 2321-2-1 du code de la défense ainsi que des demandes formulées en application du **second** alinéa de l'article L. 2321-3 du même code ;

« 2° Dispose d'un accès complet aux données recueillies ou obtenues en application des mêmes articles L. 2321-2-1 et L. 2321-3 et peut solliciter de l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information tous les éléments nécessaires à l'accomplissement de sa mission ;

« 3° Peut adresser à l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information toute recommandation qu'elle juge nécessaire aux fins d'assurer la régularité des mesures mises en œuvre en application des dispositions mentionnées au 1° du présent article. Elle est informée des suites données à ces recommandations.

« Lorsque l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information ne donne pas suite à ces recommandations ou que la formation de règlement des différends, de poursuite et d'instruction estime insuffisantes les suites données à ces recommandations, la formation peut enjoindre à l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information d'interrompre les opérations ou de détruire les données mentionnés aux articles L. 2321-2-1 et L. 2321-3 du code de la défense.

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

titre I^{er} est complétée par un article L. 36-14 ainsi rédigé :

« Art. L. 36-14. – La formation de règlement des différends, de poursuite et d'instruction mentionnée à l'article L. 130 est compétente pour exercer la mission mentionnée au 12° de l'article L. 36-7. Pour l'accomplissement de cette mission, la formation de règlement des différends, de poursuite et d'instruction :

« 1° Est informée sans délai, par l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information, des mesures mises en œuvre en application de l'article L. 2321-2-1 du code de la défense ainsi que des demandes formulées en application du **deuxième** alinéa de l'article L. 2321-3 du même code ;

« 2° Dispose d'un accès complet **et permanent** aux données recueillies ou obtenues en application des mêmes articles L. 2321-2-1 et L. 2321-3 **ainsi qu'aux dispositifs de traçabilité des données collectées** et peut solliciter de l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information tous les éléments nécessaires à l'accomplissement de sa mission ;

« 2° bis Peut, à la demande de son président, se faire assister par des experts individuellement désignés et habilités au secret de la défense nationale .

« 3° Peut adresser **à tout moment** à l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information toute recommandation qu'elle juge nécessaire aux fins d'assurer la régularité des mesures mises en œuvre en application des dispositions mentionnées au 1° du présent article. Elle est informée, **sans délai**, des suites données à ces recommandations.

« Lorsque l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information ne donne pas suite à ces recommandations ou que la formation de règlement des différends, de poursuite et d'instruction estime insuffisantes les suites données à ces recommandations, la formation peut enjoindre à l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information d'interrompre les opérations ou de détruire les données mentionnés aux articles L. 2321-2-1 et L. 2321-3 du code de la défense.

« Le Conseil d'État peut être saisi par le

12

13

14

15

16

17

18

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture	Texte adopté par le Sénat en première lecture
<p>« L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes remet chaque année au Gouvernement et au Parlement, dans le respect du secret de la défense nationale, un rapport d'activité sur les conditions d'exercice et les résultats du contrôle exercé au titre du présent article.</p>	<p><u>président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes d'un recours lorsque l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information ne se conforme pas à une injonction qui lui est adressée en vertu du présent article.</u></p>
<p>« Les modalités d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'État. » ;</p>	<p>« L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes remet chaque année au Gouvernement et au Parlement, dans le respect du secret de la défense nationale, un rapport d'activité sur les conditions d'exercice et les résultats du contrôle exercé au titre du présent article. (19)</p>
<p>4° (<i>nouveau</i>) Le titre II du livre III est ainsi modifié :</p>	<p><u>« Elle peut adresser au Premier ministre, au Président de l'Assemblée nationale et au Président du Sénat, à tout moment, les observations qu'elle juge utiles. » (20)</u></p>
<p>a) Après le septième alinéa de l'article L. 130, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :</p>	<p>« Les modalités d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'État. » ; (21)</p>
<p>« La formation de règlement des différends, de poursuite et d'instruction est compétente pour exercer la mission mentionnée au 12° de l'article L. 36-7, dans les conditions prévues à l'article L. 36-14. » ;</p>	<p>4° Le titre II du livre III est ainsi modifié : (22)</p>
<p>b) Le premier alinéa de l'article L. 131 est complété par une phrase ainsi rédigée : « Lorsque l'accomplissement de leur mission l'exige, ces membres sont habilités au secret de la défense nationale. » ;</p>	<p>a) Après le septième alinéa de l'article L. 130, il est inséré un alinéa ainsi rédigé : (23)</p>
<p>c) L'article L. 132 est complété par un alinéa ainsi rédigé :</p>	<p>« La formation de règlement des différends, de poursuite et d'instruction est compétente pour exercer la mission mentionnée au 12° de l'article L. 36-7, dans les conditions prévues à l'article L. 36-14. » ; (24)</p>
<p>« Lorsque l'accomplissement de leur mission l'exige, ces personnels sont habilités au secret de la défense nationale. »</p>	<p>b) Le premier alinéa de l'article L. 131 est complété par une phrase ainsi rédigée : « Lorsque l'accomplissement de leur mission l'exige, ces membres sont habilités au secret de la défense nationale. » ; (25)</p>
<p>« Lorsque l'accomplissement de leur mission l'exige, ces personnels sont habilités au secret de la défense nationale. »</p>	<p>c) L'article L. 132 est complété par un alinéa ainsi rédigé : (26)</p>
<p>II. – Le chapitre I^{er} du titre II du livre III de la deuxième partie du code de la défense est</p>	<p>« Lorsque l'accomplissement de leur mission l'exige, ces personnels sont habilités au secret de la défense nationale. » (27)</p>
<p>II. – Le chapitre I^{er} du titre II du livre III de la deuxième partie du code de la défense est</p>	<p><u>I bis. – (<i>nouveau</i>)(Supprimé) (28)</u></p>
<p>II. – Le chapitre I^{er} du titre II du livre III de la deuxième partie du code de la défense est</p>	<p>II. – Le chapitre I^{er} du titre II du livre III de la deuxième partie du code de la défense est (29)</p>

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

ainsi modifié :

1° Après l'article L. 2321-2, sont insérés des articles L. 2321-2-1 et L. 2321-2-2 ainsi rédigés :

« Art. L. 2321-2-1. – Lorsqu'elle a connaissance d'une menace susceptible de porter atteinte à la sécurité des systèmes d'information des autorités publiques ou des opérateurs mentionnés aux articles L. 1332-1 et L. 1332-2 ~~du présent code~~, l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information peut mettre en œuvre, sur le réseau d'un opérateur de communications électroniques ou sur le système d'information d'une personne mentionnée aux 1 ou 2 du I de l'article 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, des dispositifs mettant en œuvre des marqueurs techniques aux seules fins de détecter des événements susceptibles d'affecter la sécurité des systèmes d'information des autorités publiques et opérateurs ~~susmentionnés~~. Ces dispositifs sont mis en œuvre pour la durée et dans la mesure strictement nécessaires à la caractérisation de la menace.

« Les agents de l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information individuellement désignés et spécialement habilités sont autorisés, aux seules fins de prévenir et de caractériser la menace affectant les systèmes d'information des autorités publiques ou des opérateurs mentionnés aux articles L. 1332-1 et L. 1332-2, à procéder au recueil et à l'analyse des seules données techniques pertinentes, à l'exclusion de toute autre exploitation.

« Les données techniques recueillies directement par l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information en application du premier alinéa du présent article ou obtenues en

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

ainsi modifié :

1° Après l'article L. 2321-2, sont insérés des articles L. 2321-2-1 et L. 2321-2-2 ainsi rédigés :

« Art. L. 2321-2-1. – Lorsqu'elle a connaissance d'une menace susceptible de porter atteinte à la sécurité des systèmes d'information des autorités publiques, des opérateurs mentionnés aux articles L. 1332-1 et L. 1332-2 ou des opérateurs mentionnés à l'article 5 de la loi n° 2018-133 du 26 février 2018 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité, l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information peut mettre en œuvre, sur le réseau d'un opérateur de communications électroniques ou sur le système d'information d'une personne mentionnée aux 1 ou 2 du I de l'article 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, des dispositifs mettant en œuvre des marqueurs techniques aux seules fins de détecter des événements susceptibles d'affecter la sécurité des systèmes d'information des autorités publiques et opérateurs mentionnés aux articles L. 1332-1 et L. 1332-2 du présent code ou à l'article 5 de la loi n° 2018-133 du 26 février 2018 précitée. Ces dispositifs sont mis en œuvre pour la durée et dans la mesure strictement nécessaires à la caractérisation de la menace.

« Les agents de l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information individuellement désignés et spécialement habilités sont autorisés, aux seules fins de prévenir et de caractériser la menace affectant les systèmes d'information des autorités publiques ou des opérateurs mentionnés aux articles L. 1332-1 et L. 1332-2 du présent code ou des opérateurs mentionnés à l'article 5 de la loi n° 2018-133 du 26 février 2018 précitée, à procéder au recueil et à l'analyse des seules données techniques pertinentes, à l'exclusion de toute autre exploitation. Un décret en Conseil d'Etat détermine les catégories de données susceptibles d'être collectées en application du présent alinéa.

« Les données techniques recueillies directement par l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information en application du premier alinéa du présent article ou obtenues en

30

31

32

33

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

application du ~~second~~ alinéa de l'article L. 2321-3 ne peuvent être conservées plus de dix ans.

« Les données recueillies autres que celles directement utiles à la prévention et à la caractérisation des menaces sont immédiatement détruites.

« *Art. L. 2321-2-2 (nouveau).* – Est puni ~~d'un an d'emprisonnement et de 75 000 €~~ d'amende le fait, pour un opérateur de communications électroniques ou ses agents, ou pour une personne mentionnée au premier alinéa de l'article L. 2321-2-1, de faire obstacle à la mise en œuvre, par l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information, des dispositifs mentionnés au même premier alinéa.

« Les personnes physiques coupables de cette infraction encourent également l'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, d'exercer l'activité professionnelle à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise. » ;

2° L'article L. 2321-3 est ~~complété par un alinéa ainsi rédigé~~ :

« Lorsque l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information est informée, en application de l'article L. 33-14 du ~~code des postes et des communications électroniques~~, de l'existence d'un événement affectant la sécurité des systèmes d'information d'une autorité publique ou d'un opérateur mentionné aux articles L. 1332-1 et L. 1332-2 du présent ~~code~~,

Texte adopté par le Sénat en première lecture

application du deuxième alinéa de l'article L. 2321-3 ne peuvent être conservées plus de dix ans.

« Les données recueillies autres que celles directement utiles à la prévention et à la caractérisation des menaces sont immédiatement détruites. (34)

« *Art. L. 2321-2-2.* – Est puni de 150 000 € d'amende le fait, pour un opérateur de communications électroniques ou ses agents ou pour une personne mentionnée au premier alinéa de l'article L. 2321-2-1, de faire obstacle à la mise en œuvre, par l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information, des dispositifs mentionnés au même premier alinéa. (35)

« Les personnes physiques coupables de cette infraction encourent également l'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, d'exercer l'activité professionnelle à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise. » ; (36)

2° L'article L. 2321-3 est ainsi modifié : (37)

a) (nouveau) Les mots : « de l'État » sont remplacés par les mots : « des autorités publiques » ; (38)

b) (nouveau) Après la référence : « L. 1332 », sont insérés les mots : « , et des opérateurs mentionnés à l'article 5 de la loi n° 2018-133 du 26 février 2018 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité » ; (39)

c) (nouveau) Les mots : « la compromission » sont remplacés par les mots : « l'atteinte » ; (40)

d) Il est ajouté deux alinéas ainsi rédigés : (41)

« Lorsque l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information est informée, en application de l'article L. 33-14 du même code, de l'existence d'un événement affectant la sécurité des systèmes d'information d'une autorité publique ou d'un opérateur mentionné aux articles L. 1332-1 et L. 1332-2 du présent code ou d'un opérateur mentionné à l'article 5 (42)

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

les agents mentionnés au premier alinéa du présent article peuvent obtenir les données techniques strictement nécessaires à l'analyse de cet événement. Ces données ne peuvent être exploitées qu'aux seules fins de caractériser la menace affectant la sécurité de ces systèmes, à l'exclusion de toute autre exploitation →

3° Il est ajouté un article L. 2321-5 ainsi rédigé :

« Art. L. 2321-5. – L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargée de veiller au respect par l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information des conditions d'application de l'article L. 2321-2-1 et du **second** alinéa de l'article L. 2321-3. »

CHAPITRE III *BIS*

Qualification de certains appareils et dispositifs techniques
(Division et intitulé nouveaux)

Article 22

L'article L. 2371-2 du code de la défense est ainsi rédigé :

« Art. L. 2371-2. – Sous réserve d'une déclaration préalable à la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement, le service du ministère de la défense chargé de la qualification des appareils ou des dispositifs techniques mentionnés au 1° de l'article 226-3 du code pénal au profit des armées et des

Texte adopté par le Sénat en première lecture

de la loi n° 2018-133 du 26 février 2018 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la **sécurité**, les agents mentionnés au premier alinéa du présent article peuvent obtenir **des opérateurs de communications électroniques** les données techniques strictement nécessaires à l'analyse de cet événement. Ces données ne peuvent être exploitées qu'aux seules fins de caractériser la menace affectant la sécurité de ces systèmes, à l'exclusion de toute autre exploitation.

« Les **surcoûts identifiables et spécifiques des prestations assurées par les opérateurs de communications électroniques à la demande de l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information en application du premier alinéa du présent article sont compensés selon les modalités prévues par le III de l'article L. 34-1 du code des postes et des communications électroniques.** » :

3° Il est ajouté un article L. 2321-5 ainsi rédigé :

« Art. L. 2321-5. – L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargée de veiller au respect par l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information des conditions d'application de l'article L. 2321-2-1 et du **deuxième** alinéa de l'article L. 2321-3. »

CHAPITRE III *BIS*

Qualification de certains appareils et dispositifs techniques

Article 22

L'article L. 2371-2 du code de la défense est ainsi rédigé :

« Art. L. 2371-2. – Sous réserve d'une déclaration préalable à la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement, le service du ministère de la défense chargé de la qualification des appareils ou des dispositifs techniques mentionnés au 1° de l'article 226-3 du code pénal au profit des armées et des

④3

④4

④5

①

②

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

services du ministère de la défense, d'une part, et les militaires des unités des forces armées définies par arrêté du ministre de la défense, d'autre part, sont autorisés à effectuer des essais des appareils ou dispositifs permettant de mettre en œuvre les techniques ou mesures mentionnées à l'article L. 851-6, au II de l'article L. 852-1 ainsi qu'aux articles L. 852-2, L. 854-1 et L. 855-1 A du code de la sécurité intérieure. Ces essais sont réalisés par des agents individuellement désignés et habilités, à la seule fin d'effectuer ces opérations techniques et à l'exclusion de toute exploitation des données recueillies. Ces données ne peuvent être conservées que pour la durée de ces essais et sont détruites au plus tard une fois les essais terminés.

« La Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement est informée du champ et de la nature des essais effectués sur le fondement du présent article. À ce titre, un registre recensant les opérations techniques réalisées est communiqué, à sa demande, à la commission.

« Les conditions d'application du présent article sont fixées par ~~décret en Conseil d'État~~ pris après avis de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement. »

Texte adopté par le Sénat en première lecture

services du ministère de la défense, d'une part, et les militaires des unités des forces armées définies par arrêté du ministre de la défense, d'autre part, sont autorisés à effectuer des essais des appareils ou dispositifs permettant de mettre en œuvre les techniques ou mesures mentionnées à l'article L. 851-6, au II de l'article L. 852-1 ainsi qu'aux articles L. 852-2, L. 854-1 et L. 855-1 A du code de la sécurité intérieure. Ces essais sont réalisés par des agents individuellement désignés et habilités, à la seule fin d'effectuer ces opérations techniques et à l'exclusion de toute exploitation des données recueillies. Ces données ne peuvent être conservées que pour la durée de ces essais et sont détruites au plus tard une fois les essais terminés.

« La Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement est informée du champ et de la nature des essais effectués sur le fondement du présent article. À ce titre, un registre recensant les opérations techniques réalisées est communiqué, à sa demande, à la commission.

« Les conditions d'application du présent article sont fixées par arrêté du ministre de la défense, pris après avis de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement. »

Article 22 bis A (nouveau)

Le chapitre IV du titre V du livre VIII du code de la sécurité intérieure est ainsi modifié :

1° L'article L. 854-1 est ainsi modifié :

a) Après le troisième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les autorisations prévues aux articles L. 851-1, L. 851-2 et au I de l'article L. 852-1 peuvent valoir, lorsque la décision d'autorisation le prévoit, autorisation d'exploitation des communications, ou des seules données de connexion, interceptées dans le cadre de la mise en œuvre de mesures de surveillance des communications internationales, dans la limite de la portée de ces autorisations et dans le respect des garanties qui les entourent. »

b) Au dernier alinéa, la référence : « du troisième alinéa du présent article » est

③

④

①

②

③

④

⑤

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

remplacée par les références : « des troisième et quatrième alinéas du présent article ainsi que du V de l'article L. 854-2 » :

2° L'article L. 854-2 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa du III, après le mot : « également », sont insérés les mots : «, après avis de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement, » :

b) Sont ajoutés des IV et V ainsi rédigés :

« IV. – L'autorisation prévue au III vaut autorisation d'effectuer au sein des données de connexion interceptées des vérifications ponctuelles aux seules fins de détecter une menace pour les intérêts fondamentaux de la Nation liée aux relations entre des numéros d'abonnement ou des identifiants techniques rattachables au territoire français et des zones géographiques, organisations ou personnes mentionnés au 3° du même III.

« À la seule fin de détecter, de manière urgente, une menace terroriste, cette vérification ponctuelle peut porter sur les communications de numéros d'abonnement ou d'identifiants techniques rattachables au territoire national. Ces numéros et identifiants sont immédiatement communiqués au Premier ministre et à la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement, pour les besoins du contrôle prévu à l'article L. 854-9.

« Des vérifications ponctuelles peuvent également être mises en œuvre pour détecter sur les communications d'identifiants techniques rattachables au territoire national, à des fins d'analyse technique, des éléments de cyberattaques susceptibles de porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation mentionnés au 1° de l'article L. 811-3.

« Lorsque les vérifications ponctuelles mentionnées aux alinéas précédents font apparaître la nécessité d'une surveillance, l'exploitation des communications ou des seules données de connexion interceptées ne peut être poursuivie que sur le fondement d'une autorisation obtenue en application des chapitres I^{er} ou II du présent titre ou du V du présent article, dans le respect des règles qui leur sont propres.

⑥

⑦

⑧

⑨

⑩

⑪

⑫

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

« V. – Par dérogation au troisième alinéa de l'article L. 854-1 et pour la défense ou la promotion des finalités mentionnées aux 1°, 2°, 4°, 6° et 7° de l'article L. 811-3, le Premier ministre ou l'un de ses délégués peut, dans les conditions prévues au III du présent article, délivrer une autorisation d'exploitation de communications ou de seules données de connexion interceptées, de numéros d'abonnement ou d'identifiants techniques rattachables au territoire national dont l'utilisateur communique depuis ce territoire. »

⑬

« Le nombre maximal des autorisations d'exploitation, en vigueur simultanément et portant sur des correspondances, est arrêté par le Premier ministre, après avis de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement. La décision fixant ce contingent et sa répartition entre les ministres mentionnés au premier alinéa de l'article L. 821-2 sont portées à la connaissance de la commission. » :

⑭

3° À la première phrase de l'article L. 854-4, après le mot : « chapitre », sont insérés les mots : « ainsi que la vérification ponctuelle mentionnée au IV de l'article L. 854-2 » :

⑮

4° L'article L. 854-9 est ainsi modifié :

⑯

a) La première phrase du premier alinéa est remplacée par deux phrases ainsi rédigées : « La Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement émet un avis sur les demandes mentionnées aux III et V de l'article L. 854-2 dans les délais prévus à l'article L. 821-3. Elle reçoit communication de toutes les décisions et autorisations mentionnées à l'article L. 854-2. » :

⑰

b) À la première phrase du quatrième alinéa, après les mots : « de surveillance », sont insérés les mots : « ou de vérification ponctuelle » :

⑱

c) La seconde phrase du même quatrième alinéa est complétée par les mots : « ou de vérification ponctuelle » :

⑲

d) L'avant-dernier alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée : « Toutefois, toute personne souhaitant vérifier qu'elle n'a pas fait l'objet d'une surveillance irrégulière au titre du V de l'article L. 854-2 du présent code peut saisir le Conseil d'État du recours prévu au 1°

⑳

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

CHAPITRE III *TER*

**Dispositions relatives ~~à la commission de~~
~~vérification des fonds spéciaux~~**
(Division et intitulé nouveaux)

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

de l'article L. 841-1. »

CHAPITRE III *TER*

**Dispositions relatives au contrôle
parlementaire du renseignement**

.....
Article 22 *ter* (nouveau)

L'article 6 *nonies* de l'ordonnance
n° 58-1100 du 17 novembre 1958 est ainsi
modifié :

1° Le I est ainsi modifié :

a) Après les mots : « À cette fin, elle »,
la fin du deuxième alinéa est ainsi rédigée :
« peut solliciter tout document, information ou
élément d'appréciation nécessaire à
l'accomplissement de sa mission. Lorsque la
transmission d'un document, d'une information
ou d'un élément d'appréciation est soit
susceptible de mettre en péril le déroulement
d'une opération en cours ou l'anonymat, la
sécurité ou la vie d'un agent relevant d'un
service spécialisé de renseignement mentionné à
l'article L. 811-2 du code de la sécurité
intérieure ou d'un service autorisé par le décret
en Conseil d'État mentionné à l'article L. 811-4
du même code, soit concerne les échanges avec
les services étrangers ou avec les organismes
internationaux compétents dans le domaine du
renseignement, le Premier ministre ou les
ministres de tutelle des services mentionnés au
présent alinéa peuvent, par une décision
motivée, s'opposer à sa communication. » :

b) Après le deuxième alinéa, il est inséré
un alinéa ainsi rédigé :

« Sont en outre communiqués à la
délégation : » :

c) Après le 6°, il est inséré un 7° ainsi
rédigé :

« 7° La liste annuelle des rapports de
l'inspection des services de renseignement ainsi
que des rapports des services d'inspection
générale des ministères portant sur les services
de renseignement qui relèvent de leur

①

②

③

④

⑤

⑥

⑦

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

compétence. » :

d) Après les mots : « tout ou partie des rapports », la fin de l'avant-dernier alinéa est ainsi rédigée : « mentionnés au 7° du présent I. » :

⑧

e) Le dernier alinéa est supprimé :

⑨

2° Le II est complété par un alinéa ainsi rédigé :

⑩

« La délégation peut nommer, parmi ses membres, un rapporteur auquel elle peut déléguer une mission d'évaluation ou de contrôle sur une ou plusieurs thématiques relatives à l'activité des services mentionnés au I. » :

⑪

3° Le premier alinéa du III est ainsi modifié :

⑫

a) À la première phrase, après les mots : « coordonnateur national du renseignement », sont insérés les mots : « et de la lutte contre le terrorisme » :

⑬

b) Après la même première phrase, est insérée une phrase ainsi rédigée : « Lorsqu'elle se rend sur le site de l'un des services mentionnés au même I, la délégation peut entendre tout personnel placé auprès de ce service. »

⑭

CHAPITRE IV

CHAPITRE IV

Dispositions relatives aux opérations, à la coopération et à l'entraînement des forces

Dispositions relatives aux opérations, à la coopération et à l'entraînement des forces

Article 24

Le chapitre I^{er} du titre IX du livre IV du code de procédure pénale est ainsi modifié :

1° L'article 689-5 est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est ainsi rédigé :

« Pour l'application de la convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime et du

Article 24

Le chapitre I^{er} du titre IX du livre IV du code de procédure pénale est ainsi modifié :

1° L'article 689-5 est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est ainsi rédigé :

« Pour l'application de la convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime et du

①

②

③

④

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des ~~plates formes~~ fixes situées sur le plateau continental, faits à Rome le 10 mars 1988 et révisés à Londres le 14 octobre 2005, peut être poursuivie et jugée dans les conditions prévues à l'article 689-1 toute personne coupable de l'une des infractions suivantes : » ;

b) Après le 2°, sont insérés des 2° bis et 2° ter ainsi rédigés :

« 2° bis Infractions prévues au titre II du livre IV du code pénal ;

« 2° ter Infractions prévues aux articles L. 1333-9 à L. 1333-13-11, L. 2341-3 à L. 2341-7, L. 2342-57 à L. 2342-81 et L. 2353-4 à L. 2353-14 du code de la défense, ainsi qu'à l'article 414 du code des douanes lorsque la marchandise prohibée est constituée par les armes mentionnées dans la convention et le protocole mentionnés au premier alinéa du présent article ; »

c) Au 3°, les mots : « l'infraction définie au 1° » sont remplacés par les mots : « l'une des infractions définies aux 1°, 2° bis et 2° ter » ;

d) Sont ajoutés des 4° et 5° ainsi rédigés :

« 4° Délit de participation à une association de malfaiteurs prévu à l'article 450-1 du code pénal, lorsqu'il a pour objet un crime ou un délit mentionné aux 1°, 2° et 2° ter du présent article ;

« 5° Délit prévu à l'article 434-6 du code pénal. » ;

2° L'article 689-6 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, ~~la première occurrence du~~ mot : « sur » est ~~remplacée~~ par le mot : « pour », la première occurrence du mot : « et » est remplacée par les mots : « du protocole complémentaire à la convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, fait à Pékin le 10 septembre 2010, » et, après la date : « 23 septembre 1971, », sont insérés les mots : « et de la convention sur la répression des

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plateformes fixes situées sur le plateau continental, faits à Rome le 10 mars 1988 et révisés à Londres le 14 octobre 2005, peut être poursuivie et jugée dans les conditions prévues à l'article 689-1 toute personne coupable de l'une des infractions suivantes : » ;

~~a bis) (nouveau) Au 2°, la référence : « L. 5337-2 » est remplacée par la référence : « L. 5242-23 » ;~~

b) Après le 2°, sont insérés des 2° bis et 2° ter ainsi rédigés :

« 2° bis Infractions prévues au titre II du livre IV du code pénal ;

« 2° ter Infractions prévues aux articles L. 1333-9 à L. 1333-13-11, L. 2341-3 à L. 2341-7, L. 2342-57 à L. 2342-81 et L. 2353-4 à L. 2353-14 du code de la défense, ainsi qu'à l'article 414 du code des douanes lorsque la marchandise prohibée est constituée par les armes mentionnées dans la convention et le protocole mentionnés au premier alinéa du présent article ; »

c) Au 3°, les mots : « l'infraction définie au 1° » sont remplacés par les mots : « l'une des infractions définies aux 1°, 2° bis et 2° ter » ;

d) Sont ajoutés des 4° et 5° ainsi rédigés :

« 4° Délit de participation à une association de malfaiteurs prévu à l'article 450-1 du code pénal, lorsqu'il a pour objet un crime ou un délit mentionné aux 1°, 2° et 2° ter du présent article ;

« 5° Délit prévu à l'article 434-6 du code pénal. » ;

2° L'article 689-6 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, ~~le~~ mot : « sur » est ~~remplacé~~ par le mot : « pour », la première occurrence du mot : « et » est remplacée par les mots : « du protocole complémentaire à la convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, fait à Pékin le 10 septembre 2010, » et, après la date : « 23 septembre 1971, », sont insérés les mots : « et de la convention sur la répression des actes

⑤

⑥

⑦

⑧

⑨

⑩

⑪

⑫

⑬

⑭

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale, faite à Pékin le 10 septembre 2010, » ;

b) Le 1° est ainsi rédigé :

« 1° Toute infraction concernant un aéronef non immatriculé en France et figurant parmi celles énumérées à l'article 1^{er} de la convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs précitée et tout autre acte de violence dirigé contre les passagers ou l'équipage et commis par l'auteur présumé de ces infractions, en relation directe avec celles-ci ; »

c) Il est ajouté un 3° ainsi rédigé :

« 3° Toute infraction figurant parmi celles énumérées à l'article 1^{er} de la convention sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale précitée. » ;

3° Il est ajouté un article 689-14 ainsi rédigé :

« Art. 689-14. – Pour l'application de la convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, faite à La Haye le 14 mai 1954, et du deuxième protocole relatif à la convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, fait à La Haye le 26 mars 1999, peut être poursuivie et jugée dans les conditions prévues à l'article 689-1 toute personne qui réside habituellement sur le territoire de la République et qui s'est rendue coupable des infractions d'atteinte aux biens culturels visées aux a à c du 1 de l'article 15 du protocole précité. La poursuite de ces infractions ne peut être exercée qu'à la requête du ministère public. »

Article 24 bis A (nouveau)

Le dernier alinéa de l'article L. 214-2 du code de la sécurité intérieure est complété par les mots : « ou du ministre de la défense ».

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

illicites dirigés contre l'aviation civile internationale, faite à Pékin le 10 septembre 2010, » ;

b) Le 1° est ainsi rédigé :

« 1° Toute infraction concernant un aéronef non immatriculé en France et figurant parmi celles énumérées à l'article 1^{er} de la convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs précitée et tout autre acte de violence dirigé contre les passagers ou l'équipage et commis par l'auteur présumé de ces infractions, en relation directe avec celles-ci ; »

c) Il est ajouté un 3° ainsi rédigé :

« 3° Toute infraction figurant parmi celles énumérées à l'article 1^{er} de la convention sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale précitée. » ;

3° Il est ajouté un article 689-14 ainsi rédigé :

« Art. 689-14. – Pour l'application de la convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, faite à La Haye le 14 mai 1954, et du deuxième protocole relatif à la convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, fait à La Haye le 26 mars 1999, peut être poursuivie et jugée dans les conditions prévues à l'article 689-1 toute personne qui réside habituellement sur le territoire de la République et qui s'est rendue coupable des infractions d'atteinte aux biens culturels mentionnés aux a à c du 1 de l'article 15 du protocole précité. La poursuite de ces infractions ne peut être exercée qu'à la requête du ministère public. »

Article 24 bis A

(Alinéa supprimé)

L'article L. 2338-3 du code de la défense est ainsi modifié :

1° (nouveau) Au deuxième alinéa, après les mots : « peuvent faire usage de leurs armes et », sont insérés les mots : « de moyens techniques appropriés, conformes à des normes

⑮

⑯

⑰

⑱

⑲

⑳

①

②

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

Article 24 bis (nouveau)

I. – L'article L. 3211-3 du code de la défense est ~~complété par un alinéa~~ ainsi rédigé :

« ~~Ces missions s'exécutent également en haute mer, à bord des bâtiments de l'Etat.~~ »

II. – L'article L. 421-1 du code de la sécurité intérieure est ~~complété par un alinéa~~ ainsi rédigé :

« ~~Ces missions s'exécutent également en haute mer, à bord des navires battant pavillon français affectés au transport de personnes, dans les conditions définies au code des transports.~~ »

CHAPITRE V

Dispositions relatives au droit de l'armement

Article 25

I. – Le titre III du livre III de la deuxième partie du code de la défense est ainsi modifié :

1° L'article L. 2331-1 est complété par un IV ainsi rédigé :

« IV. – Les dispositions relatives aux importations, aux exportations et aux transferts à destination ou en provenance des États membres de l'Union européenne sont applicables à l'Islande et à la Norvège. » ;

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

techniques définies par arrêté du ministre de la défense, pour » :

2° (nouveau) À la seconde phrase du dernier alinéa, après les mots : « Ils peuvent également », sont insérés les mots : « faire usage de moyens techniques appropriés, conformes à des normes techniques définies par arrêté du ministre de la défense, pour » :

Article 24 bis

I. – Le dernier alinéa de l'article L. 3211-3 du code de la défense est ainsi rédigé :

« L'ensemble de ses missions militaires s'exécute sur toute l'étendue du territoire national, ainsi qu'en haute mer à bord des navires battant pavillon français. Hors de ces cas, elles s'exécutent en application des engagements internationaux de la France, ainsi que dans les armées. »

II. – Le dernier alinéa de l'article L. 421-1 du code de la sécurité intérieure est ainsi rédigé :

« L'ensemble de ses missions civiles s'exécute sur toute l'étendue du territoire national, ainsi qu'en haute mer à bord des navires battant pavillon français. Hors de ces cas, elles s'exécutent en application des engagements internationaux de la France. »

CHAPITRE V

Dispositions relatives au droit de l'armement

Article 25

I. – Le titre III du livre III de la deuxième partie du code de la défense est ainsi modifié :

1° L'article L. 2331-1 est complété par un IV ainsi rédigé :

« IV. – Les dispositions relatives aux importations, aux exportations et aux transferts à destination ou en provenance des États membres de l'Union européenne sont applicables à l'Islande et à la Norvège. » ;

③

①

②

③

④

①

②

③

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture	Texte adopté par le Sénat en première lecture
2° L'article L. 2332-1 est ainsi modifié :	2° L'article L. 2332-1 est ainsi modifié : ④
a) Le I est ainsi rédigé :	a) Le I est ainsi rédigé : ⑤
« I. – Les entreprises qui se livrent à la fabrication ou au commerce de matériels de guerre, armes, munitions et de leurs éléments relevant des catégories A et B mentionnées à l'article L. 2331-1 ou qui utilisent ou exploitent, dans le cadre de services qu'elles fournissent, des matériels de guerre et matériels assimilés figurant sur la liste mentionnée au second alinéa de l'article L. 2335-2 ne peuvent fonctionner et l'activité de leurs intermédiaires ou agents de publicité ne peut s'exercer qu'après autorisation de l'État et sous son contrôle. » ;	« I. – Les entreprises qui se livrent à la fabrication ou au commerce de matériels de guerre, armes, munitions et de leurs éléments relevant des catégories A et B mentionnées à l'article L. 2331-1 ou qui utilisent ou exploitent, dans le cadre de services qu'elles fournissent, des matériels de guerre et matériels assimilés figurant sur la liste mentionnée au second alinéa de l'article L. 2335-2 ne peuvent fonctionner et l'activité de leurs intermédiaires ou agents de publicité ne peut s'exercer qu'après autorisation de l'État et sous son contrôle. » ; ⑥
b) Au premier alinéa du II, après le mot : « État », sont insérés les mots : « ou à la fourniture de services fondés sur l'utilisation ou sur l'exploitation des matériels de guerre et matériels assimilés mentionnés au I » ;	b) Au premier alinéa du II, après le mot : « État », sont insérés les mots : « ou à la fourniture de services fondés sur l'utilisation ou sur l'exploitation des matériels de guerre et matériels assimilés mentionnés au I » ; ⑦
3° Le V de l'article L. 2335-3 est ainsi modifié :	3° Le V de l'article L. 2335-3 est ainsi modifié : ⑧
a) Au premier alinéa, après la référence : « L. 2331-1 », sont insérés les mots : « ou de services fondés sur l'utilisation ou sur l'exploitation des matériels de guerre et matériels assimilés figurant sur la liste mentionnée au second alinéa de l'article L. 2335-2 » ;	a) Au premier alinéa, après la référence : « L. 2331-1 », sont insérés les mots : « ou de services fondés sur l'utilisation ou sur l'exploitation des matériels de guerre et matériels assimilés figurant sur la liste mentionnée au second alinéa de l'article L. 2335-2 » ; ⑨
b) À la fin du second alinéa, les mots : « des matériels de catégories A et B » sont remplacés par les mots : « de ces matériels » ;	b) À la fin du second alinéa, les mots : « des matériels de catégories A et B » sont remplacés par les mots : « de ces matériels » ; ⑩
4° L'article L. 2335-18 est ainsi modifié :	4° L'article L. 2335-18 est ainsi modifié : ⑪
a) Le I est ainsi modifié :	a) Le I est ainsi modifié : ⑫
– au premier alinéa, après le mot : « matériels », sont insérés les mots : « et connaissances » ;	<i>(Alinéa supprimé)</i>
– les 1° et 2° sont ainsi rédigés :	– les 1° et 2° sont ainsi rédigés : ⑬
« 1° Les satellites de détection, de renseignement, de télécommunication ou d'observation, leurs sous-ensembles, leurs équipements d'observation et de prise de vue, dont les caractéristiques leur confèrent des	« 1° Les satellites de détection, de renseignement, de télécommunication ou d'observation, leurs sous-ensembles, leurs équipements d'observation et de prise de vue, dont les caractéristiques leur confèrent des ⑭

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

capacités militaires ;

« 2° Les stations et moyens au sol de contrôle, d'exploitation ou d'utilisation des matériels mentionnés au 1°, conçus ou modifiés pour un usage militaire ou dont les caractéristiques leur confèrent des capacités militaires ; »

– au 4°, le mot : « spécialisés » est supprimé ;

– au 5°, les mots : « et matériels spécifiques » sont remplacés par les mots : « , matériels » et, après le mot : « maintenance, », sont insérés les mots : « et moyens d'essais spécifiques » ;

– après le 6°, il est inséré un 7° ainsi rédigé :

« 7° Les connaissances requises pour le développement, la production ou l'utilisation des matériels mentionnés aux 1° à 5°, transmises sous la forme de documentation ou d'assistance techniques. » ;

b) Au II, la référence : « L. 2335-12 » est remplacée par la référence : « L. 2335-11 » ;

5° Au premier alinéa du I de l'article L. 2339-2, après la première occurrence du mot : « essentiels », sont insérés les mots : « , utilise ou exploite, dans le cadre de services qu'il fournit, des matériels de guerre et matériels assimilés » ;

6° L'article L. 2339-4-1 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « d'armes et de munitions » sont supprimés ;

b) Le 1° est complété par les mots : « , ou les prestations de services fondés sur l'utilisation ou sur l'exploitation de matériels de guerre et matériels assimilés ».

II. – Pour l'application du IV de l'article L. 2331-1 du code de la défense, dans sa rédaction résultant de la présente loi :

1° Les autorisations d'exportation délivrées sur le fondement de l'article L. 2335-2 du même code à destination de l'Islande et de la

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

capacités militaires ;

« 2° Les stations et moyens au sol de contrôle, d'exploitation ou d'utilisation des matériels mentionnés au 1°, conçus ou modifiés pour un usage militaire ou dont les caractéristiques leur confèrent des capacités militaires ; »

– au 4°, le mot : « spécialisés » est supprimé ;

– au 5°, les mots : « et matériels spécifiques » sont remplacés par les mots : « , matériels » et, après le mot : « maintenance, », sont insérés les mots : « et moyens d'essais spécifiques » ;

– après le 6°, il est inséré un 7° ainsi rédigé :

« 7° Les connaissances requises pour le développement, la production ou l'utilisation des matériels mentionnés aux 1° à 5°, transmises sous la forme de documentation ou d'assistance techniques. » ;

b) Au II, la référence : « L. 2335-12 » est remplacée par la référence : « L. 2335-11 » ;

5° Au premier alinéa du I de l'article L. 2339-2, après la première occurrence du mot : « essentiels », sont insérés les mots : « , utilise ou exploite, dans le cadre de services qu'il fournit, des matériels de guerre et matériels assimilés » ;

6° L'article L. 2339-4-1 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « d'armes et de munitions » sont supprimés ;

b) Le 1° est complété par les mots : « , ou les prestations de services fondés sur l'utilisation ou sur l'exploitation de matériels de guerre et matériels assimilés ».

II. – *(Non modifié)*

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

Norvège antérieurement à la publication de la présente loi conservent leur validité jusqu'à leur terme ;

2° Les autorisations d'importation délivrées antérieurement à la publication de la présente loi sur le fondement de l'article L. 2335-1 dudit code en provenance de l'Islande et de la Norvège et concernant les matériels de guerre figurant sur la liste mentionnée au second alinéa de l'article L. 2335-2 du même code conservent leur validité jusqu'à leur terme.

CHAPITRE VI

Dispositions immobilières et financières*Section 1***Dispositions relatives aux marchés de défense
ou de sécurité****Article 26**

L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics est ainsi modifiée :

1° Au premier alinéa de l'article 6, les mots : « ayant un caractère autre qu'industriel et commercial » sont supprimés ;

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

CHAPITRE VI

Dispositions immobilières et financières*Section 1***Dispositions relatives aux marchés de défense
ou de sécurité****Article 26**

L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics est ainsi modifiée : ①

1° Au premier alinéa de l'article 6, les mots : « ayant un caractère autre qu'industriel et commercial et » sont supprimés ; ②

1° bis (nouveau) L'article 16 est ainsi modifié : ③

a) Le 3° est complété par les mots : « notamment pour des achats qui nécessitent une confidentialité extrêmement élevée ou une grande rapidité d'acquisition » : ④

b) Le 4° est complété par les mots : « notamment pour des travaux, fournitures ou services particulièrement sensibles, qui nécessitent une confidentialité extrêmement élevée, tels que certains achats destinés à la protection des frontières ou à la lutte contre le terrorisme ou la criminalité organisée, des achats liés au cryptage ou destinés spécifiquement à des activités secrètes ou à d'autres activités tout aussi sensibles menées par les forces de sécurité intérieure ou par les forces armées » : ⑤

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

2° L'article 47 est ainsi modifié :

a) Les références : « aux articles 45 et 46 » sont remplacées par la référence : « à l'article 45 » et, après les mots : « passation du marché public », sont insérés les mots : « autre que de défense ou de sécurité » ;

b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les marchés publics de défense et de sécurité, les acheteurs peuvent autoriser un opérateur économique qui est dans un cas d'interdiction prévu aux articles 45 et 46 à participer à un marché public pour des raisons impérieuses d'intérêt général. » ;

3° (nouveau) À l'article 56, après les mots : « retenue et », sont insérés les mots : « , sauf pour les marchés de défense ou de sécurité, » ;

4° (nouveau) Le I de l'article 59 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, après la première occurrence du mot : « publics », sont insérés les mots : « autres que de défense ou de sécurité » ;

b) Après le même premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les marchés de défense ou de sécurité passés par l'État et ses établissements publics donnent lieu à des versements à titre d'avances, d'acomptes, de règlements partiels définitifs ou de solde, dans les conditions prévues par voie réglementaire. »

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

c) Le 7° est complété par les mots : « y compris les activités de contre-espionnage, de contre-terrorisme et de lutte contre la criminalité organisée » ;

2° L'article 47 est ainsi modifié :

a) Les références : « aux articles 45 et 46 » sont remplacées par la référence : « à l'article 45 » et, après les mots : « passation du marché public », sont insérés les mots : « autre que de défense ou de sécurité » ;

b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les marchés publics de défense et de sécurité, les acheteurs peuvent autoriser un opérateur économique qui est dans un cas d'interdiction prévu aux articles 45 et 46 à participer à un marché public pour des raisons impérieuses d'intérêt général. » ;

3° À l'article 56, après les mots : « retenue et », sont insérés les mots : « , sauf pour les marchés de défense ou de sécurité, » ;

4° Le I de l'article 59 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, après la première occurrence du mot : « publics », sont insérés les mots : « autres que de défense ou de sécurité » ;

b) Après le même premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les marchés de défense ou de sécurité passés par l'État et ses établissements publics donnent lieu à des versements à titre d'avances, d'acomptes, de règlements partiels définitifs ou de solde, dans des conditions prévues par voie réglementaire. »

5° (nouveau) L'article 64 est ainsi modifié :

a) À la première phrase du II, après les mots : « les titulaires », sont insérés les mots : « ainsi que, dans des conditions fixées par voie réglementaire, les entreprises qui leur sont liées et leurs sous-traitants ou leurs sous-contractants, » ;

b) Le III est complété par un alinéa ainsi

⑥

⑦

⑧

⑨

⑩

⑪

⑫

⑬

⑭

⑮

⑯

⑰

⑱

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

rédigé :

« Elles sont également applicables aux marchés publics dont les prestations sont complexes et d'une durée supérieure à cinq ans. » :

①9

c) Il est ajouté un IV ainsi rédigé :

②0

« IV. – Les soumissionnaires à un marché public, mentionné au premier alinéa du III et négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables par l'État ou ses établissements publics fournissent à l'acheteur, si celui-ci en fait la demande, tous renseignements sur les éléments techniques et comptables de l'estimation du coût de revient des prestations qui font l'objet du marché public. »

②1

Section 2

Section 2

Dispositions domaniales intéressant la défense

Dispositions domaniales intéressant la défense

.....
.....

.....
.....

Article 28

Article 28

Le second alinéa de l'article L. 3211-1 du code général de la propriété des personnes publiques est ainsi rédigé :

Le second alinéa de l'article L. 3211-1 du code général de la propriété des personnes publiques est ainsi rédigé :

①

« Lorsque la cession de ces immeubles implique l'application des mesures prévues à l'article L. 541-2 du code de l'environnement ou, en fonction de l'usage auquel le terrain est destiné, la réalisation d'une opération de dépollution pyrotechnique, l'État peut subordonner la cession à l'exécution, par l'acquéreur, de ces mesures ou de ces travaux. Dans ce cas, les opérations de dépollution pyrotechnique sont exécutées conformément aux règles de sécurité définies par voie réglementaire. Le coût réel de ces mesures ou travaux s'impute sur le prix de vente à concurrence du montant fixé à ce titre dans l'acte de cession, déterminé par un expert indépendant choisi d'un commun accord par l'État et l'acquéreur. Cette expertise est contradictoire. Le diagnostic de dépollution, le rapport d'expertise et le relevé des mesures de dépollution réalisées sont annexés à l'acte de vente. Une fois la cession intervenue, l'acquéreur supporte les dépenses liées aux

« Lorsque la cession de ces immeubles implique l'application des mesures prévues à l'article L. 541-2 du code de l'environnement ou, en fonction de l'usage auquel le terrain est destiné, la réalisation d'une opération de dépollution pyrotechnique, l'État peut subordonner la cession à l'exécution, par l'acquéreur, de ces mesures ou de ces travaux. Dans ce cas, les opérations de dépollution pyrotechnique sont exécutées conformément aux règles de sécurité définies par voie réglementaire. Le coût réel de ces mesures ou travaux s'impute sur le prix de vente à concurrence du montant fixé à ce titre dans l'acte de cession, déterminé par un expert indépendant choisi d'un commun accord par l'État et l'acquéreur. Cette expertise est contradictoire. Le diagnostic de pollution, le rapport d'expertise et le relevé des mesures de dépollution à réaliser sont annexés à l'acte de vente. Une fois la cession intervenue, l'acquéreur supporte les dépenses liées aux

②

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

mesures supplémentaires de dépollution nécessaires à l'utilisation future de l'immeuble cédé. »

CHAPITRE VII

Dispositions relatives au monde combattant

Article 29

La loi n° 99-418 du 26 mai 1999 créant le Conseil national des communes « Compagnon de la Libération » est ainsi modifiée :

1° À la fin de l'intitulé ~~et au début du premier alinéa de l'article 2,~~ les mots : « le Conseil national des communes "Compagnon de la Libération" » sont remplacés par les mots : « l'Ordre de la Libération (Conseil national des communes "Compagnon de la Libération") » ;

2° À l'article 1^{er}, les mots : « Conseil national des communes "Compagnon de la Libération" » sont remplacés par les mots : « Ordre de la Libération (Conseil national des communes "Compagnon de la Libération") » ;

3° Après le troisième alinéa ~~de~~ l'article 2, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« – de faire rayonner l'Ordre de la Libération afin de développer l'esprit de défense à travers l'exemple de l'engagement des Compagnons de la Libération ; »

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

mesures supplémentaires de dépollution nécessaires à l'utilisation future de l'immeuble cédé. »

Article 28 bis (nouveau)

Après le II de l'article L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques, il est rétabli un II bis ainsi rédigé :

« II bis. – Jusqu'au 31 décembre 2025, la décote prévue aux I et II n'est applicable aux cessions de terrains occupés par le ministère des armées que lorsque ces terrains, bâtis ou non, sont destinés à la réalisation de programmes de logements sociaux intégralement réservés aux agents de ce ministère. »

CHAPITRE VII

Dispositions relatives au monde combattant

Article 29

La loi n° 99-418 du 26 mai 1999 créant le Conseil national des communes « Compagnon de la Libération » est ainsi modifiée :

1° À la fin de l'intitulé, les mots : « le Conseil national des communes "Compagnon de la Libération" » sont remplacés par les mots : « l'Ordre de la Libération (Conseil national des communes "Compagnon de la Libération") » ;

2° À l'article 1^{er}, les mots : « Conseil national des communes "Compagnon de la Libération" » sont remplacés par les mots : « Ordre de la Libération (Conseil national des communes "Compagnon de la Libération") » ;

2° bis (nouveau) Le début du premier alinéa de l'article 2 est ainsi rédigé : « L'Ordre de la Libération (Conseil national des communes "Compagnon de la Libération") a pour ... (le reste sans changement) » ;

3° Après le troisième alinéa ~~de~~ l'article 2, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« – de faire rayonner l'Ordre de la Libération afin de développer l'esprit de défense à travers l'exemple de l'engagement des Compagnons de la Libération ; »

①

②

①

②

③

④

⑤

⑥

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture	Texte adopté par le Sénat en première lecture	
4° L'article 3 est ainsi rédigé :	4° L'article 3 est ainsi rédigé :	⑦
« Art. 3. – Le conseil d'administration de l'Ordre de la Libération (Conseil national des communes "Compagnon de la Libération") est composé :	« Art. 3. – Le conseil d'administration de l'Ordre de la Libération (Conseil national des communes "Compagnon de la Libération") est composé :	⑧
« 1° Des maires en exercice, ou leurs représentants, des cinq communes titulaires de la Croix de la Libération : Nantes, Grenoble, Paris, Vassieux-en-Vercors, Île-de-Sein ;	« 1° Des maires en exercice, ou de leurs représentants, des cinq communes titulaires de la Croix de la Libération : Nantes, Grenoble, Paris, Vassieux-en-Vercors, Île-de-Sein ;	⑨
« 2° Des personnes physiques titulaires de la Croix de la Libération ;	« 2° Des personnes physiques titulaires de la Croix de la Libération ;	⑩
« 3° D'un délégué national nommé par décret du Président de la République, après avis du conseil d'administration, pour un mandat de quatre ans renouvelable ;	« 3° D'un délégué national nommé par décret du Président de la République, après avis du conseil d'administration, pour un mandat de quatre ans renouvelable ;	⑪
« 4° De représentants de l'État ;	« 4° De représentants de l'État ;	⑫
« 5° De représentants des armées d'appartenance des unités combattantes titulaires de la Croix de la Libération ;	« 5° De représentants des armées d'appartenance des unités combattantes titulaires de la Croix de la Libération ;	⑬
« 6° De représentants d'associations œuvrant dans le domaine de la mémoire et de l'histoire de la Résistance et de la Libération ;	« 6° De représentants d'associations œuvrant dans le domaine de la mémoire et de l'histoire de la Résistance et de la Libération ;	⑭
« 7° De personnes qualifiées. » ;	« 7° De personnes qualifiées. » ;	⑮
5° Au premier alinéa de l'article 4, à la première phrase de l'article 5 et au premier alinéa de l'article 8, les mots : « du Conseil national » sont remplacés par les mots : « de l'Ordre » ;	5° Au premier alinéa de l'article 4, à la première phrase de l'article 5 et au premier alinéa de l'article 8, les mots : « du Conseil national » sont remplacés par les mots : « de l'Ordre » ;	⑯
6° Au début de la première phrase des articles 7 et 9, les mots : « le Conseil national » sont remplacés par les mots : « l'Ordre » ;	6° Au début de la première phrase des articles 7 et 9, les mots : « Le Conseil national » sont remplacés par les mots : « L'Ordre » ;	⑰
7° La seconde phrase de l'article 7 est ainsi rédigée : « Son délégué national préside la Commission nationale de la médaille de la Résistance française, qui est notamment chargée de rendre un avis sur les demandes d'attribution à titre posthume. » ;	7° La seconde phrase de l'article 7 est ainsi rédigée : « Son délégué national préside la Commission nationale de la médaille de la Résistance française, qui est notamment chargée de rendre un avis sur les demandes d'attribution à titre posthume. » ;	⑱
8° L'article 8 est complété par un alinéa ainsi rédigé :	8° L'article 8 est ainsi modifié :	⑲
	a) (nouveau) Le troisième alinéa est complété par les mots : « ainsi que les recettes	⑳

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« – les produits du mécénat. »

Article 30

Le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre est ainsi modifié :

~~1° Au premier alinéa de l'article L. 113-6, les mots : « au 4 août 1963 » sont supprimés ;~~

~~2° Au premier alinéa de l'article L. 164-1, les mots : « à l'obtention ou » sont supprimés ;~~

3° L'article L. 612-1 est ainsi modifié :

a) Le 1° est ainsi rédigé :

« 1° Le premier collègue est composé d'un député et d'un sénateur, désignés,

Texte adopté par le Sénat en première lecture

annexes du musée » :

b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« – les produits et les recettes annexes du mécénat. »

Article 30

1. – Le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre est ainsi modifié :

1° L'article L. 113-6 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « de nationalité française au 4 août 1963 » sont supprimés ;

b) (nouveau) Après le premier alinéa, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« Le bénéfice de la pension prévue au premier alinéa met fin au versement de toute allocation versée par les autorités françaises destinée à réparer les mêmes dommages.

« Le montant des pensions servies au bénéficiaire à raison des mêmes dommages dans les cas non prévus au deuxième alinéa est, le cas échéant, déduit du montant des pensions servies en application du premier alinéa. » :

c) (nouveau) Le second alinéa est ainsi rédigé :

« Par dérogation à l'article L. 152-1, les demandes tendant à l'attribution d'une pension au titre du présent article ne sont plus recevables à compter de l'entrée en vigueur de l'article 30 de la loi n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverse dispositions intéressant la défense. » :

2° *(Supprimé)*

3° L'article L. 612-1 est ainsi modifié :

a) Le 1° est ainsi rédigé :

« 1° Le premier collègue est composé d'un député et d'un sénateur, désignés,

21

22

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

respectivement, par le Président de l'Assemblée nationale et par le Président du Sénat, et de représentants de l'administration ; »

b) (nouveau) Avant le dernier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les parlementaires mentionnés au 1°, le membre succédant à une femme est un homme et celui succédant à un homme est une femme. Toutefois, en cas de désignation en vue du remplacement d'un membre dont le mandat a pris fin avant son terme normal, le nouveau membre désigné est de même sexe que celui qu'il remplace. »

Texte adopté par le Sénat en première lecture

respectivement, par le Président de l'Assemblée nationale et par le Président du Sénat, et de représentants de l'administration ; »

b) Avant le dernier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les parlementaires mentionnés au 1°, le membre succédant à une femme est un homme et celui succédant à un homme est une femme. Toutefois, en cas de désignation en vue du remplacement d'un membre dont le mandat a pris fin avant son terme normal, le nouveau membre désigné est de même sexe que celui qu'il remplace. »

II (nouveau). – L'article L. 113-6 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, dans sa rédaction résultant du I du présent article, est applicable aux demandes tendant à l'attribution d'une pension déposées à compter du 9 février 2018, ainsi qu'aux instances en cours à la date de la publication de la présente loi.

Article 30 bis (nouveau)

L'article 47 de la loi de finances rectificative pour 1999 (n° 99-1173 du 30 décembre 1999) est applicable aux supplétifs de statut civil de droit commun ayant déposé une première demande ou un renouvellement de demande d'allocation de reconnaissance entre le 5 février 2011 et le 20 décembre 2013, ayant obtenu une décision de refus entre le 5 février 2011 et le 20 février 2016 et remplissant les conditions autres que celles du statut.

Pour l'application du même article 47, ils ne peuvent bénéficier du versement de l'allocation de reconnaissance que sous forme de rente annuelle mentionnée au deuxième alinéa du I de l'article 6 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés.

Article 30 ter (nouveau)

Dans les six mois à compter de la publication de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport visant à étudier l'introduction de modifications réglementaires destinées à faciliter l'attribution de décorations aux personnels militaires ne participant pas

⑬

⑭

⑮

①

②

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Texte adopté par le Sénat en première lecture

CHAPITRE VIII

CHAPITRE VIII

Mesures de simplification

Mesures de simplification

Article 32

Article 32

I. – Le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre est ainsi modifié :

I. – Le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre est ainsi modifié :

1° L'article L. 151-4 est abrogé ;

1° L'article L. 151-4 est abrogé ;

2° L'article L. 154-4 est ainsi modifié :

2° L'article L. 154-4 est ainsi modifié :

a) À la fin de l'avant-dernier alinéa du I, les mots : « des parties, par voie administrative si la décision qui a alloué la pension définitive ou temporaire ne faisait pas suite à une procédure contentieuse » sont remplacés par les mots : « de l'intéressé » ;

a) À la fin de l'avant-dernier alinéa du I, les mots : « des parties, par voie administrative si la décision qui a alloué la pension définitive ou temporaire ne faisait pas suite à une procédure contentieuse » sont remplacés par les mots : « de l'intéressé » ;

b) Le dernier alinéa du I et l'avant-dernier alinéa du II sont supprimés ;

b) Le dernier alinéa du **même** I et l'avant-dernier alinéa du II sont supprimés ;

3° Le chapitre unique du titre I^{er} du livre VII est ainsi rédigé :

3° Le chapitre unique du titre I^{er} du livre VII est ainsi rédigé :

« Chapitre unique

« Chapitre unique

« Art. L. 711-1. – Les recours contentieux contre les décisions individuelles prises en application du livre I^{er} et des titres I^{er} à III du livre II sont introduits, instruits et jugés conformément aux dispositions du code de justice administrative.

« Art. L. 711-1. – Les recours contentieux contre les décisions individuelles prises en application du livre I^{er} et des titres I^{er} à III du livre II sont introduits, instruits et jugés conformément aux dispositions du code de justice administrative, **sous réserve du présent chapitre.**

« Art. L. 711-2. – Les recours contentieux contre les décisions individuelles prises en application du livre I^{er} et des titres I^{er} à III du livre II sont précédés d'un recours administratif préalable exercé dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État.

« Art. L. 711-2. – Les recours contentieux contre les décisions individuelles prises en application du livre I^{er} et des titres I^{er} à III du livre II sont précédés d'un recours administratif préalable exercé dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État.

« Art. L. 711-3. – Les dispositions de la première partie de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique sont applicables de plein droit, sans condition de ressources, de nationalité ni de résidence, aux personnes qui forment un recours contentieux en

« Art. L. 711-3. – Les dispositions de la première partie de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique sont applicables de plein droit, sans condition de ressources, de nationalité ni de résidence, aux personnes qui forment un recours contentieux en

①

②

③

④

⑤

⑥

⑦

⑧

⑨

⑩

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

application du présent chapitre. Les personnes résidant en Nouvelle-Calédonie sont soumises aux dispositions localement applicables en matière d'aide juridique civile et administrative.»

4° Les titres II à IV du même livre VII sont abrogés.

II. – L'article L. 4125-1 du code de la défense est ainsi rédigé :

« Art. L. 4125-1. – Les recours contentieux formés par les militaires mentionnés à l'article L. 4111-2 à l'encontre d'actes relatifs

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

application du présent chapitre. Les personnes résidant en Nouvelle-Calédonie sont soumises aux dispositions localement applicables en matière d'aide juridique civile et administrative.

« Art. L. 711-4 (nouveau). – L'audience est publique. Toutefois, la juridiction, sur la demande de l'intéressé, peut ordonner que les débats aient lieu à huis clos. »

« Art. L. 711-5 (nouveau). – Le demandeur comparaît en personne et peut présenter des observations orales. Il peut se faire assister ou représenter par son conjoint, son concubin, la personne avec laquelle il a conclu un pacte civil de solidarité, ses parents ou alliés en ligne directe ou en ligne collatérale jusqu'au troisième degré inclus, la personne exclusivement attachée à son service personnel ou son entreprise ou par un avocat. »

« Art. L. 711-6 (nouveau). – Le président de la juridiction saisie peut exercer une mission de conciliation dont les modalités sont définies par décret. »

4° Les titres II à IV du même livre VII sont abrogés.

I bis (nouveau). – Le titre VII du livre VII du code de la justice administrative est complété par un chapitre XIII ainsi rédigé :

« CHAPITRE XIII

**« Le contentieux des pensions militaires
d'invalidité**

« Art. L. 77-13-1. – Les recours contentieux contre les décisions individuelles prises en application du livre I^{er} et des titres I^{er} à III du livre II du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre sont introduits, instruits et jugés conformément au présent code, sous réserve du chapitre unique du titre I^{er} du livre VII du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre. »

II. – (Supprimé)

(11)

(12)

(13)

(14)

(15)

(16)

(17)

(18)

(19)

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

~~à leur situation personnelle sont précédés d'un recours administratif préalable, sous réserve des exceptions tenant à l'objet du litige déterminées par décret en Conseil d'État. Ce décret fixe les conditions dans lesquelles le recours est exercé.»~~

III. – Le premier alinéa de l'article 23 de la loi n° 2000-597 du 30 juin 2000 relative au référé devant les juridictions administratives est supprimé.

IV. – Le I entre en vigueur à une date fixée par décret, et au plus tard le 1^{er} janvier 2020. À cette date, les procédures en cours devant les tribunaux des pensions et celles en cours devant les cours régionales des pensions et les cours des pensions sont transférées en l'état, respectivement, aux tribunaux administratifs et aux cours administratives d'appel territorialement compétents, sans qu'il y ait lieu de renouveler les actes, formalités et jugements régulièrement intervenus antérieurement.

Article 35

I. – La section 1 du chapitre I^{er} du titre II du livre I^{er} du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre est ainsi modifiée :

1° L'article L. 121-2 est ainsi rédigé :

« Art. L. 121-2. – Est présumée imputable au service :

« 1° Toute blessure constatée par suite d'un accident, quelle qu'en soit la cause, dans le temps et le lieu du service, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, en l'absence de faute personnelle ou de toute autre circonstance particulière détachant l'accident du

Texte adopté par le Sénat en première lecture

III et IV. – *(Non modifiés)*

⑳

V (nouveau). – Une fois le I entré en vigueur, et au plus tard le 1^{er} janvier 2021, le Gouvernement remet au Parlement un rapport annuel sur le suivi du transfert du contentieux des pensions d'invalidité à la juridiction administrative et sur la mise en place du recours administratif préalable obligatoire.

㉑

Article 35

I. – La section 1 du chapitre I^{er} du titre II du livre I^{er} du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre est ainsi modifiée :

1° L'article L. 121-2 est ainsi rédigé :

« Art. L. 121-2. – Est présumée imputable au service :

« 1° Toute blessure constatée par suite d'un accident, quelle qu'en soit la cause, dans le temps et le lieu du service, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, en l'absence de faute personnelle ou de toute autre circonstance particulière détachant l'accident du

①

②

③

④

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

service ;

« 2° Toute blessure constatée durant les services accomplis par un militaire en temps de guerre, au cours d'une expédition déclarée campagne de guerre, d'une opération extérieure mentionnée à l'article L. 4123-4 du code de la défense ou pendant la durée légale du service national et avant la date de retour sur le lieu d'affectation habituelle ou la date de renvoi dans ses foyers ;

« 3° Toute maladie désignée par les tableaux de maladies professionnelles mentionnés aux articles L. 461-1 ~~et suivants~~ du code de la sécurité sociale et contractée dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice par le militaire de ses fonctions dans les conditions mentionnées à ces tableaux ;

« 4° Toute maladie constatée au cours d'une guerre, d'une expédition déclarée campagne de guerre, d'une opération extérieure mentionnée à l'article L. 4123-4 du code de la défense ou pendant la durée légale du service national, à compter du quatre-vingt-dixième jour de service effectif et avant le soixantième jour suivant la date de retour sur le lieu d'affectation habituelle ou la date de renvoi du militaire dans ses foyers. En cas d'interruption de service d'une durée supérieure à quatre-vingt-dix jours, la présomption ne joue qu'à compter du quatre-vingt-dixième jour suivant la reprise du service actif. » ;

2° Après le même article L. 121-2, sont insérés des articles L. 121-2-1 à L. 121-2-3 ainsi rédigés :

« Art. L. 121-2-1. – Si une ou plusieurs conditions tenant au délai de prise en charge, à la durée d'exposition ou à la liste limitative des travaux ne sont pas remplies, la maladie telle qu'elle est désignée par un tableau de maladies professionnelles mentionné aux articles L. 461-1 ~~et suivants~~ du code de la sécurité sociale peut être reconnue imputable au service lorsque le militaire ou ses ayants cause établissent qu'elle est directement causée par l'exercice des fonctions.

« Peut également être reconnue imputable au service une maladie non désignée dans les tableaux précités lorsque le militaire ou ses ayants cause établissent qu'elle est essentiellement et directement causée par

Texte adopté par le Sénat en première lecture

service ;

« 2° Toute blessure constatée durant les services accomplis par un militaire en temps de guerre, au cours d'une expédition déclarée campagne de guerre, d'une opération extérieure mentionnée à l'article L. 4123-4 du code de la défense ou pendant la durée légale du service national et avant la date de retour sur le lieu d'affectation habituelle ou la date de renvoi dans ses foyers ;

« 3° Toute maladie désignée par les tableaux de maladies professionnelles mentionnés aux articles L. 461-1, L. 461-2 et L. 461-3 du code de la sécurité sociale et contractée dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice par le militaire de ses fonctions dans les conditions mentionnées à ces tableaux ;

« 4° Toute maladie constatée au cours d'une guerre, d'une expédition déclarée campagne de guerre, d'une opération extérieure mentionnée à l'article L. 4123-4 du code de la défense ou pendant la durée légale du service national, à compter du quatre-vingt-dixième jour de service effectif et avant le soixantième jour suivant la date de retour sur le lieu d'affectation habituelle ou la date de renvoi du militaire dans ses foyers. En cas d'interruption de service d'une durée supérieure à quatre-vingt-dix jours, la présomption ne joue qu'à compter du quatre-vingt-dixième jour suivant la reprise du service actif. » ;

2° Après le même article L. 121-2, sont insérés des articles L. 121-2-1 à L. 121-2-3 ainsi rédigés :

« Art. L. 121-2-1. – Si une ou plusieurs conditions tenant au délai de prise en charge, à la durée d'exposition ou à la liste limitative des travaux ne sont pas remplies, la maladie telle qu'elle est désignée par un tableau de maladies professionnelles mentionné aux articles L. 461-1, L. 461-2 et L. 461-3 du code de la sécurité sociale peut être reconnue imputable au service lorsque le militaire ou ses ayants cause établissent qu'elle est directement causée par l'exercice des fonctions.

« Peut également être reconnue imputable au service une maladie non désignée dans les tableaux précités lorsque le militaire ou ses ayants cause établissent qu'elle est essentiellement et directement causée par

⑤

⑥

⑦

⑧

⑨

⑩

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

l'exercice des fonctions.

« Art. L. 121-2-2. – Est reconnu imputable au service, lorsque le militaire ou ses ayants cause en apportent la preuve ou lorsque l'enquête permet à l'autorité administrative de disposer des éléments suffisants, l'accident de trajet dont est victime le militaire qui se produit sur le parcours habituel entre le lieu où s'accomplit son service et sa résidence ou son lieu de restauration et pendant la durée normale pour l'effectuer, sauf si un fait personnel du militaire ou toute autre circonstance particulière, étrangère notamment aux nécessités de la vie courante, est de nature à détacher l'accident du service.

« Art. L. 121-2-3. – La recherche d'imputabilité est effectuée au vu du dossier médical constitué pour chaque militaire lors de son examen de sélection et d'incorporation.

« Dans tous les cas, la filiation médicale doit être établie entre la blessure ou la maladie ayant fait l'objet de la constatation et l'infirmité invoquée. »

II. – Le 1° de l'article L. 121-2 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, dans sa rédaction résultant de la présente loi, s'applique aux demandes de pension se rapportant aux blessures imputables à un accident survenu après l'entrée en vigueur de la présente loi.

CHAPITRE IX

Dispositions diverses et finales

Article 36

Sont ratifiées :

1° L'ordonnance n° 2015 1534 du 26 novembre 2015 prise en application de l'article 30 de la loi n° 2015 917 du 28 juillet 2015 et portant diverses dispositions concernant la défense, les anciens combattants et l'action de l'État en mer ;

2° L'ordonnance n° 2015 1781 du 28 décembre 2015 relative à la partie législative du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ;

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

l'exercice des fonctions.

« Art. L. 121-2-2. – Est reconnu imputable au service, lorsque le militaire ou ses ayants cause en apportent la preuve ou lorsque l'enquête permet à l'autorité administrative de disposer des éléments suffisants, l'accident de trajet dont est victime le militaire qui se produit sur le parcours habituel entre le lieu où s'accomplit son service et sa résidence ou son lieu de restauration et pendant la durée normale pour l'effectuer, sauf si un fait personnel du militaire ou toute autre circonstance particulière, étrangère notamment aux nécessités de la vie courante, est de nature à détacher l'accident du service.

« Art. L. 121-2-3. – La recherche d'imputabilité est effectuée au vu du dossier médical constitué pour chaque militaire lors de son examen de sélection et d'incorporation.

« Dans tous les cas, la filiation médicale doit être établie entre la blessure ou la maladie ayant fait l'objet de la constatation et l'infirmité invoquée. »

II. – Le 1° de l'article L. 121-2 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, dans sa rédaction résultant de la présente loi, s'applique aux demandes de pension se rapportant aux blessures imputables à un accident survenu après la publication de la présente loi.

CHAPITRE IX

Dispositions diverses et finales

Article 36

I. – (Non modifié)

⑪

⑫

⑬

⑭

①

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

3° L'ordonnance n° 2016 982 du 20 juillet 2016 prise en application de l'article 30 de la loi n° 2015 917 du 28 juillet 2015 actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense.

Article 37

L'article 48 de la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013 relative à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale est abrogé.

Article 38 bis (nouveau)

I. – La première partie du code de la défense est ainsi modifiée :

1° L'intitulé de la sous-section 3 de la section 2 du chapitre III du titre III du livre III est ainsi rédigé : « Dispositions applicables aux équipements et installations situés dans le périmètre d'une installation et activité nucléaire intéressant la défense » ;

2° À la première phrase de l'article L. 1333-18, après le mot : « dispositions », sont insérés les mots : « du

Texte adopté par le Sénat en première lecture

II (nouveau). – Après le premier alinéa de l'article L. 121-4 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Ce taux d'invalidité est déterminé à la date du dépôt de la demande de pension ou de révision de celle-ci. »

Article 36 bis (nouveau)

I. – L'ordonnance n° 2018-20 du 17 janvier 2018 relative au service de santé des armées et à l'Institution nationale des Invalides est ratifiée.

II. – Au premier alinéa de l'article L. 4231-4 du code de la santé publique, le mot : « vingt-cinq » est remplacé par le mot : « vingt-six ».

Article 37

L'article 48 de la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013 relative à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale est abrogé à compter d'une date définie par décret en Conseil d'État et au plus tard au 31 décembre 2019.

Article 38 bis

I. – (Non modifié)

②

③

①

②

①

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

chapitre unique du titre VIII du livre I^{er}, » ;

3° L'intitulé du chapitre II du titre I^{er} du livre IV est ainsi rédigé : « Le délégué à la sûreté nucléaire et à la radioprotection pour les installations et activités intéressant la défense ».

II. – Au 4° du II de l'article L. 181-2 du code de l'environnement, les mots : « ou exercés » sont supprimés ~~et, après le mot :~~ « installation » ; sont ~~insérés~~ les mots : « ou activité ».

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

II. – Au 4° du II de l'article L. 181-2 du code de l'environnement, les mots : « ou exercés » sont supprimés ~~et les mots :~~ « installation nucléaire » sont ~~remplacés par~~ les mots : « installation ou activité nucléaires ».

Article 38 ter (nouveau)

Le code de la défense est ainsi modifié :

1° Au 4° de l'article L. 2121-3, les mots : « par les articles L. 213-1 à L. 213-5 du code de la consommation » sont remplacés par les mots : « au titre V du livre IV du code de la consommation » ;

2° Au premier alinéa de l'article L. 2235-1, la référence : « 2075 » est remplacée par la référence : « 2362 » ;

3° Le livre IV de la troisième partie est ainsi modifié :

a) À la fin de l'article L. 3414-8, les mots : « à l'article L. 322-4-7 du code du travail, nonobstant les dispositions du cinquième alinéa du I de cet article » sont remplacés par les mots : « à la section 2 du chapitre IV du titre III du livre I^{er} de la cinquième partie du code du travail, nonobstant les dispositions du second alinéa de l'article L. 5134-24 du même code » ;

b) À l'article L. 3422-2, les mots : « l'article L. 15, premier alinéa, du code du domaine de l'État » sont remplacés par les mots : « du premier alinéa de l'article L. 1121-2 du code général de la propriété des personnes publiques » ;

4° L'article L. 4221-5 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, la référence : « L. 950-1 » est remplacée par la référence : « L. 6331-1 » ;

b) Au second alinéa, la référence : « L. 900-2 » est remplacée par la référence : « L. 6313-1 ».

②

①

②

③

④

⑤

⑥

⑦

⑧

⑨

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

Article 39

Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à prendre par ordonnances les dispositions relevant du domaine de la loi permettant de modifier les titres I^{er} et V du livre I^{er} du code de la construction et de l'habitation afin d'adapter aux contraintes inhérentes à la défense nationale un régime de contrôle de l'accessibilité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite des établissements relevant du ministre de la défense.

L'ordonnance est prise dans un délai de douze mois à compter de la promulgation de la présente loi. Un projet de loi de ratification est déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois à compter de la publication de l'ordonnance.

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

Article 39

(Alinéa supprimé)

(Alinéa supprimé)

Le livre I^{er} du code de la construction et de l'habitation est ainsi modifié :

①

1° (nouveau) Après l'article L. 111-8-3-1, il est inséré un article L. 111-8-3-2 ainsi rédigé :

②

« Art. L. 111-8-3-2. – Pour l'application de la présente section aux bâtiments relevant du ministre de la défense, l'avis de la commission mentionnée au troisième alinéa de l'article L. 111-7-1 et au cinquième alinéa de l'article L. 111-7-3 est remplacé par celui d'une commission dont la composition et le fonctionnement sont définis par décret en Conseil d'État, après avis du Conseil national consultatif des personnes handicapées.

③

« Le ministre de la défense désigne les autorités compétentes pour prendre les décisions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite dans ces bâtiments.

④

« Le contrôle des mesures prises en application de la présente section est exercé par des agents habilités du ministère de la défense dans des conditions définies par le décret mentionné au premier alinéa du présent article. » :

⑤

2° (nouveau) À l'article L. 151-1, après le mot : « peuvent », sont insérés les mots : « , sous réserve des dispositions de

⑥

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Texte adopté par le Sénat en première lecture

.....
.....
Article 42
I. – Après l'article L. 122-8 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie, il est inséré un article L. 122-8-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 122-8-1.* – Les fonctions de maire et d'adjoint au maire sont incompatibles avec celles de militaire en position d'activité. »

II. – Le code de la défense est ainsi modifié :

1° Les articles L. 2441-1, L. 2451-1, L. 2461-1 et L. 2471-1 sont ainsi modifiés :

a) (*nouveau*) Au premier alinéa, la

l'article L. 111-8-3-2, ».

.....
.....
Article 42
I. – (*Non modifié*)

I bis (nouveau). – Le second alinéa de l'article L. 163-11 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :

« Les règles relatives à l'élection et à la durée du mandat du président et des membres du bureau sont celles prévues pour le maire et les adjoints : »

« 1° Aux articles L. 122-4, L. 122-8-1 et L. 122-9, pour le président et les vices présidents : »

« 2° Aux articles L. 122-4 et L. 122-9 pour les autres membres du bureau. »

I ter (nouveau). – Au premier alinéa de l'article L. 161-2 du code de la construction et de l'habitation, la référence : « L. 111-8-3-1 » est remplacée par la référence : « L. 111-8-3-2 ».

II. – Le code de la défense est ainsi modifié :

1° A (nouveau) Les articles L. 1641-1, L. 1651-1, L. 1661-1 et L. 1671-1 sont complétés par un alinéa ainsi rédigé :

« L'article L. 1333-18 est applicable dans sa rédaction résultant de la loi n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense. »

1° Les articles L. 2441-1, L. 2451-1, L. 2461-1 et L. 2471-1 sont ainsi modifiés :

a) Au premier alinéa, la référence :

①

②

③

④

⑤

⑥

⑦

⑧

⑨

⑩

⑪

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture	Texte adopté par le Sénat en première lecture
référence : « L. 2321-4 » est remplacée par la référence : « L. 2321-5 », la référence : « L. 2331-1-1 » est remplacée par la référence : « L. 2331-1 » et la référence : « L. 2339-3 » est remplacée par la référence : « L. 2339-4-1 » ;	« L. 2321-4 » est remplacée par la référence : « L. 2321-5 », la référence : « L. 2331-1-1 » est remplacée par la référence : « L. 2331-1 » et la référence : « L. 2339-3 » est remplacée par la référence : « L. 2339-4-1 » ;
b) Le troisième alinéa est ainsi rédigé :	b) Le troisième alinéa est ainsi rédigé : (12)
« Les articles L. 2321-2-1, L. 2321-2-2, L. 2321-3, L. 2321-5, L. 2331-1, L. 2332-1, L. 2332-6, L. 2335-3, L. 2339-2 et L. 2339-4-1 sont applicables dans leur rédaction résultant de la loi n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense. » ;	« Les articles <u>L. 2121-3, L. 2235-1, L. 2321-2-1, L. 2321-2-2, L. 2321-3, L. 2321-5, L. 2331-1, L. 2332-1, L. 2332-6, L. 2335-3, L. 2338-3, L. 2339-2 et L. 2339-4-1</u> sont applicables dans leur rédaction résultant de la loi n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense. » ; (13)
	<u>b bis) (nouveau) Au cinquième alinéa, la référence : « L. 2121-3, » est supprimée ;</u> (14)
	<u>b ter) (nouveau) Au sixième alinéa, la référence : « loi n° 2017-258 du 28 février 2017 relative à la sécurité publique » est remplacée par la référence : « loi n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense » ;</u> (15)
c) Au dernier alinéa, la référence : « L. 2331-1, » est remplacée par le mot : « et » et la référence : « et L. 2339-4-1 » est supprimée ;	c) Au dernier alinéa, la référence : « <u>L. 2331-1, » est remplacée par le mot : « et » et la référence : « et L. 2339-4-1 » est supprimée ;</u> (16)
	<u>1° bis) (nouveau) L'article L. 3541-1 est complété par un alinéa ainsi rédigé :</u> (17)
	<u>« L'article L. 3422-2 est applicable dans sa rédaction résultant de la loi n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense. » ;</u> (18)
	<u>1° ter) (nouveau) Les articles L. 3551-1, L. 3561-1 et L. 3571-1 sont complétés par un alinéa ainsi rédigé :</u> (19)
	<u>« Les articles L. 3211-3 et L. 3422-2 sont applicables dans leur rédaction résultant de la loi n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense. » ;</u> (20)
2° Le livre III de la quatrième partie est ainsi modifié :	2° Le livre III de la quatrième partie est ainsi modifié : (21)

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

a) À compter du premier jour du mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, au deuxième alinéa des articles L. 4341-1, L. 4351-1, L. 4361-1 et L. 4371-1, la référence : « , L. 4139-16 » est supprimée ;

b) Les articles L. 4341-1, L. 4351-1 et L. 4361-1 sont ainsi modifiés :

– au **troisième** alinéa, la référence : « L. **4211-1**, » est supprimée ;

– au début du dernier alinéa, les mots : « Les articles L. 4125-1 et L. 4139-15-1 sont applicables dans leur » sont remplacés par les mots : « L'article L. 4139-15-1 est applicable dans sa » ;

– il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Les articles L. 4123-12, L. 4125-1, L. 4138-16, L. 4139-5, L. 4143-1, L. 4211-1, L. 4221-2, L. 4221-4, L. 4221-6, L. 4251-2 et L. 4251-7 sont applicables dans leur rédaction résultant de la loi n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense. » ;

b bis) (*nouveau*) Le dernier alinéa des mêmes articles L. 4341-1, L. 4351-1 et L. 4361-1, dans leur rédaction résultant du b du présent 2°, est ainsi modifié :

– à compter du premier jour du mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, après la référence : « L. **4139-5**, » est insérée la référence : « L. 4139-16, » ;

– à compter du 1^{er} janvier 2019, après la référence : « L. 4139-5, » est insérée la référence « L. 4139-7, » ;

– à compter du 1^{er} janvier 2027, la référence : « L. 4143-1 » est remplacée par les références : « L. 4141-5, L. 4143-1 » ;

c) L'article L. 4371-1 est ainsi modifié :

Texte adopté par le Sénat en première lecture

a) À compter du premier jour du mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, au deuxième alinéa des articles L. 4341-1, L. 4351-1, L. 4361-1 et L. 4371-1, la référence : « , L. 4139-16 » est supprimée ;

b) Les articles L. 4341-1, L. 4351-1 et L. 4361-1 sont ainsi modifiés :

– au **deuxième** alinéa, la référence : « L. **4111-1**, » est supprimée ;

– au troisième alinéa, la référence : « L. 4211-1, » est supprimée ;

– au début du dernier alinéa, les mots : « Les articles L. 4125-1 et L. 4139-15-1 sont applicables dans leur » sont remplacés par les mots : « L'article L. 4139-15-1 est applicable dans sa » ;

– il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Les articles **L. 4111-1, L. 4122-4, L. 4123-8, L. 4123-12, L. 4125-1, L. 4138-16, L. 4139-3, L. 4139-4, L. 4139-5, L. 4139-9, L. 4143-1, L. 4211-1, L. 4221-2, L. 4221-4, L. 4221-5, L. 4221-6, L. 4251-2 et L. 4251-7** sont applicables dans leur rédaction résultant de la loi n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense. » ;

b bis) Le dernier alinéa des mêmes articles L. 4341-1, L. 4351-1 et L. 4361-1, dans leur rédaction résultant du b du présent 2°, est ainsi modifié :

– à compter du premier jour du mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, après la référence : « L. **4139-9**, » est insérée la référence : « L. 4139-16, » ;

– à compter du 1^{er} janvier 2019, après la référence : « L. 4139-5, » est insérée la référence **■** « L. 4139-7, » ;

– à compter du 1^{er} janvier 2027, la référence : « L. 4143-1 » est remplacée par les références : « L. 4141-5, L. 4143-1 » ;

c) L'article L. 4371-1 est ainsi modifié :

– au deuxième alinéa, la référence :

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

32

33

34

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture	Texte adopté par le Sénat en première lecture
<p>– au début du dernier alinéa, les mots : « Les articles L. 4125-1 et L. 4139-15-1 sont applicables dans leur » sont remplacés par les mots : « L'article L. 4139-15-1 est applicable dans sa » ;</p>	<p>« L. 4111-1, » est supprimée :</p> <p>– au début du dernier alinéa, les mots : « Les articles L. 4125-1 et L. 4139-15-1 sont applicables dans leur » sont remplacés par les mots : « L'article L. 4139-15-1 est applicable dans sa » ;</p>
<p>– il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« Les articles L. 4123-12, L. 4125-1, L. 4138-16, L. 4139-5 et L. 4143-1 sont applicables dans leur rédaction résultant de la loi n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense. » ;</p>	<p>– il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« Les articles L. 4111-1, L. 4122-4, L. 4123-8, L. 4123-12, L. 4125-1, L. 4138-16, L. 4139-3, L. 4139-4, L. 4139-5, L. 4139-9 et L. 4143-1 sont applicables dans leur rédaction résultant de la loi n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense. » ;</p>
<p><i>c bis) (nouveau)</i> Le dernier alinéa du même article L. 4371-1, dans rédaction résultant du <i>c</i> du présent 2°, est ainsi modifié :</p>	<p><i>c bis)</i> Le dernier alinéa du même article L. 4371-1, dans sa rédaction résultant du <i>c</i> du présent 2°, est ainsi modifié :</p>
<p>– à compter du premier jour du mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, après la référence : « L. 4139-5 », est insérée la référence : « , L. 4139-16 » ;</p>	<p>– à compter du premier jour du mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, après la référence : « L. 4139-9 », est insérée la référence : « , L. 4139-16 » ;</p>
<p>– à compter du 1^{er} janvier 2019, après la référence : « L. 4139-5 », est insérée la référence « , L. 4139-7 » ;</p>	<p>– à compter du 1^{er} janvier 2019, après la référence : « L. 4139-5 », est insérée la référence ■ « , L. 4139-7 » ;</p>
<p>– à compter du 1^{er} janvier 2027, la référence : « et L. 4143-1 » est remplacée par les références : « , L. 4141-5 et L. 4143-1 » ;</p>	<p>– à compter du 1^{er} janvier 2027, la référence : « et L. 4143-1 » est remplacée par les références : « , L. 4141-5 et L. 4143-1 » ;</p>
<p><i>d)</i> À compter du 1^{er} janvier 2020 ou du prochain renouvellement général des conseils municipaux s'il intervient avant cette date, au dernier alinéa des articles L. 4341-1, L. 4351-1, L. 4361-1 et L. 4371-1, la référence : « L. 4123-12 » est remplacée par les références : « L. 4121-3-1, L. 4123-12 ».</p>	<p><i>d)</i> À compter du 1^{er} janvier 2020 ou du prochain renouvellement général des conseils municipaux s'il intervient avant cette date, au dernier alinéa des articles L. 4341-1, L. 4351-1, L. 4361-1 et L. 4371-1 dans leur rédaction issue du présent 2°, la référence : « L. 4123-12 » est remplacée par les références : « L. 4121-3-1, L. 4123-12 ».</p>
<p>III. – Le livre V du code électoral est ainsi modifié :</p>	<p>III. – Le livre V du code électoral est ainsi modifié :</p>
<p>1° Au premier alinéa du I de l'article L. 388 et de l'article L. 437, la référence : « loi n° 2016-1048 du 1^{er} août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales » est remplacée par la référence : « loi n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant</p>	<p>1° Au premier alinéa du I de l'article L. 388 et au premier alinéa de l'article L. 437, la référence : « loi n° 2016-1048 du 1^{er} août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales » est remplacée par la référence : « loi n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

diverses dispositions intéressant la défense » ;

2° Au premier alinéa de l'article L. 428, les mots : « en vigueur à la date de promulgation de la loi n° 2014-172 du 21 février 2014 visant à reconnaître le vote blanc aux élections » sont remplacés par les mots : « résultant de la loi n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense » ;

IV. – La cinquième partie du code général de la propriété des personnes publiques est ainsi modifiée :

1° La vingtième ligne du tableau du second alinéa de l'article L. 5511-4 est ainsi rédigée :

L. 3211-1	Résultant de la loi n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense	»
«		» ;

Texte adopté par le Sénat en première lecture

diverses dispositions intéressant la défense » ;

2° Au premier alinéa de l'article L. 428, les mots : « en vigueur à la date de promulgation de la loi n° 2014-172 du 21 février 2014 visant à reconnaître le vote blanc aux élections » sont remplacés par les mots : « résultant de la loi n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense » ;

3° (nouveau) Après le mot : « rédaction », la fin de l'article L. 439 est ainsi rédigée : « résultant de la loi n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense » ;

III bis (nouveau). – Le livre VI du code de l'environnement est ainsi modifié :

1° L'article L. 614-3, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, devient l'article L. 614-4 ;

2° Au premier alinéa des articles L. 614-3, L. 624-6 et L. 635-5, les mots : « l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, pour ce qui concerne les installations relevant du ministère de la défense » sont remplacés par les mots : « la loi n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense » ;

IV. – (Non modifié)

45

46

47

48

49

50

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

2° La dix-neuvième ligne du tableau du second alinéa de l'article L. 5711-2 est ainsi rédigée :

L. 3211-1	Résultant de la loi n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense
-----------	---

V. – Le I de l'article L. 2573-6 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° La référence : « L. 2122-6 » est remplacée par la référence : « L. 2122-5-2 » ;

2° Après les mots : « Polynésie française », sont insérés les mots : « , dans leur rédaction résultant de la loi n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense. » ;

VI. – La section 1 du chapitre II du titre I^{er} du livre II du code des postes et des communications électroniques est complétée par

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

V. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Le I de l'article L. 2573-6 est ainsi modifié :

a) La référence : « L. 2122-6 » est remplacée par la référence : « L. 2122-5-2 » ;

b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« L'article L. 2122-5-2 est applicable dans sa rédaction résultant de la loi n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense. » ;

2° (nouveau) Le titre IV du livre VIII de la cinquième partie est ainsi modifié :

a) Le I de l'article L. 5842-4 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les articles L. 5211-7 et L. 5211-9 sont applicables dans leur rédaction résultant de la loi n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense. » ;

b) Le I de l'article L. 5843-2 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'article L. 5721-2 est applicable dans sa rédaction résultant de la loi n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense. »

VI. – La section 1 du chapitre II du titre I^{er} du livre II du code des postes et des communications électroniques est complétée par

(51)

(52)

(53)

(54)

(55)

(56)

(57)

(58)

(59)

(60)

(61)

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

un article L. 33-15 ainsi rédigé :

« *Art. L. 33-15.* – L'article L. 33-14 est applicable dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie. »

VII. – ~~Au premier alinéa de l'article 804 du code de procédure pénale, la référence : « n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme » est remplacée par la référence : « n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense ».~~

VIII. – Le III de l'article 73 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accès à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le premier alinéa du présent III est applicable en Nouvelle-Calédonie, dans sa rédaction résultant de la loi n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense. »

IX. – Au premier alinéa des articles 96, 97, 98 et 99 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, après le mot : « ordonnance », sont insérés les mots : « , dans sa rédaction résultant de la loi n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense, ».

X. – *(Supprimé)*

XI. – Le II de l'article 25 et les articles 31 et 37 sont applicables dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française, en Nouvelle-

Texte adopté par le Sénat en première lecture

un article L. 33-15 ainsi rédigé :

« *Art. L. 33-15.* – L'article L. 33-14 est applicable dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie dans sa rédaction résultant de la loi n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense. »

VII. – Le premier alinéa de l'article 804 du code de procédure pénale est ainsi rédigé :

« Le présent code est applicable, dans sa rédaction résultant de la loi n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna, sous réserve des adaptations prévues au présent titre et aux seules exceptions : ».

VIII et IX. – *(Non modifiés)*

X. – *(Supprimé)*

XI. – *(Non modifié)*

62

63

64

65

66

67

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises.

XII. – A. – Le I, ~~le 2°~~ du III et le V du présent article entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2020 ou lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux s'il intervient avant cette date.

B. – Sous réserve du C du présent XII, le 1° du III du présent article entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

C (nouveau). – Par dérogation au B du présent XII, à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux :

1° Si celui-ci intervient avant l'entrée en vigueur de la loi n° 2016-1048 du 1^{er} août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales :

a) Le livre V du code électoral est ainsi modifié :

– au premier alinéa de l'article L. 388, la référence : « n° 2017-1339 du 15 septembre 2017 pour la confiance dans la vie politique » est remplacée par la référence : « n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense » ;

– au premier alinéa de l'article L. 437, ~~la référence :~~ « n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral » ~~est remplacée par la référence :~~ « n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense » ;

b) ~~Au~~ dernier alinéa du a du 3° ~~et au 5°~~ du I de l'article 15 de la loi n° 2016-1048 du 1^{er} août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales, ~~la référence :~~ « la loi n° 2016-1048 du 1^{er} août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales » est remplacée par la référence : « l'article 19 de la loi n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant

Texte adopté par le Sénat en première lecture

XII. – A. – Le I, les 2° et 3° du III et le V du présent article entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2020 ou lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux s'il intervient avant cette date. (68)

B. – Sous réserve du C du présent XII, le 1° du III du présent article entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020. (69)

C. – Par dérogation au B du présent XII, à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux : (70)

1° Si celui-ci intervient avant l'entrée en vigueur de la loi n° 2016-1048 du 1^{er} août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales : (71)

a) Le livre V du code électoral est ainsi modifié : (72)

– au premier alinéa de l'article L. 388, la référence : « n° 2017-1339 du 15 septembre 2017 pour la confiance dans la vie politique » est remplacée par la référence : « n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense » ; (73)

– au premier alinéa de l'article L. 437, les mots : « à la date d'entrée en vigueur de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral » sont remplacés par les mots : « résultant de la loi n° du relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense » ; (74)

b) Le dernier alinéa du a du 3° du I de l'article 15 de la loi n° 2016-1048 du 1^{er} août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales est supprimé et le 5° du même I est abrogé ; (75)

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

~~diverses dispositions intéressant la défense » ;~~

2° Si celui-ci intervient entre l'entrée en vigueur de la loi n° 2016-1048 du 1^{er} août 2016 précitée et le 1^{er} janvier 2020, le premier alinéa du I de l'article L. 388 et de l'article L. 437 du code électoral est modifié dans les conditions prévues au 1° du III du présent article.

.....
.....

**Texte adopté par le Sénat en première
lecture**

2° Si celui-ci intervient entre l'entrée en vigueur de la loi n° 2016-1048 du 1^{er} août 2016 précitée et le 1^{er} janvier 2020, le premier alinéa du I de l'article L. 388 et le premier alinéa de l'article L. 437 du code électoral est modifié dans les conditions prévues au 1° du III du présent article.

.....
.....

⑦⑥